



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion :

<https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-02

Type : Ordinaire

Date : 29 janvier 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis-clos

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues le 15 janvier 2024

5.1.1 Affaires découlant des procès-verbaux des réunions précédentes

5.2 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.2.1 Rapport RH-01-2024 – Changement à une politique d'employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

5.3 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport PLA-2-2024 – Négociations avec une personne – Parc Innovation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.4 Nadia Knebel, Trésorière

5.4.1 Rapport F-03-2024 – Négociation avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 15 janvier 2024

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.1.1 Rapport TP-02-2024 – Achat de camionnettes, *rapport à suivre*

8.1.2 Rapport TP-03-2024 – Achat d'un broyeur à bois, *rapport à suivre*

8.1.3 Rapport TP-04-2024 – Parc Innovation phase II, Études géotechnique et hydrogéologique

8.1.4 Rapport TP-05-2024 – Pont Wilson

8.2 Mario Villeneuve, Chef pompier

8.2.1 Rapport NFD-02-2024 – Rapport Annuel 2023 pour le Conseil

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-03-2024 Politiques pour le Centre récréatif de St-Isidore

8.4 Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing

8.4.1 Rapport COM-01-2024 – Rapport des communications

9. Avis de motion proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement # 4-2024 – Établir des dispositions de contrôle provisoires pour l'ensemble de la Corporation de la municipalité de La Nation afin d'interdire l'établissement de nouvelles installations d'énergie renouvelable à grande échelle pour une période de douze mois afin de permettre l'achèvement approprié de recherches et de consultations supplémentaires

12.2 Règlement # 8-2024 – Frais d'entretien d'égouts

12.3 Règlement # 9-2024 – Frais d'entretien d'eau pour Limoges

12.4 Règlement # 10-2024 - Frais d'entretien d'eau pour St-Isidore

12.5 Règlement #12-2024 – Impôts fonciers intérimaires

12.6 Règlement #13-2024 – Charges communes d'eau et égouts

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don – Le bac à dons
Paniers de Noël

14.2 Demande de don – Union Culturelle des Franco Ontariennes – St-Isidore
Activités pour l'année

14.3 Demande de don – Riceville Agricultural Society
Activités pour l'année

14.4 Demande de don – TMJ Construction
Levée de fonds pour les cadeaux de Noël pour CHEO

14.5 Demande de don – Comité de la Guignolée de Limoges
Paniers de Noël

14.6 Demande de don – Union Culturelle des Franco Ontariennes– St-Albert
Activités pour l'année

14.7 Demande de don – Comité des loisirs de Limoges
Activités pour l'année

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Prince Edward County - motion demandant du soutien de la province pour l'allongement de la durée de vie des appareils d'incendie

16.3 Résolution concernant la demande d'aide à l'administration et à la gestion des transferts et des abandons de cimetières

16.3.1 Canton de Wainfleet

16.3.2 Ville de Gore Bay

16.4 Ville de Mississauga - Résolution concernant la décision de la Commission de la location immobilière de supprimer tous les services en personne

16.5 Municipalité de Tweed - Résolution demandant le rétablissement du système de renouvellement des plaques d'immatriculation

16.6 Halte-Chaleur Hawkesbury – Refuge temporaire – feuillet d'information

17. Événements à venir

17.1 – 3 février 2024 – Lancement du 150^e anniversaire de St-Albert

17.2 – 12 février 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

17.3 – 16 et 17 février 2024 – Fest hiver de Limoges

17.4 – 26 février 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-01

Type : Ordinaire

Date : 15 janvier 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible
pour visionner sur notre chaîne [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis-clos

17h30 : Réunion publique de zonage

Huis clos additionnel à la fin de la réunion

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, participation par téléphone

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui (arrivé à 16h39)

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
 Aimée Roy, Greffière adjointe
 Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative
 Mario Villeneuve, Chef pompier
 Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale
 Marc Legault, Directeur des travaux publics
 Nadia Knebel, Trésorière
 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing
 Marc-Olivier Gratton, Ingénieur civil
 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et des eaux usées

Présence d'invités

Eric Leroux, Surintendant du drainage

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 1-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition

8.5.2 Rapport RE-02-2024 Activités du Festival de la Curd 26 et 27 janvier 2024

Suppression

5.2.1 Rapport RH-01-2024 – Changement à la politique d'employé

Correction

5.3.1 ajouter « Rapport WS-01-2024 » au titre du sujet

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 2-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Fermeture pour huis clos

Résolution : 3-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h34** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;
- k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 4-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h28**.

Adoptée

5.1 Procès-verbal de la session à huis clos tenue le 11 décembre 2023

5.1.1 Affaires découlant des procès-verbaux des réunions précédentes

5.2 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.2.1 Rapport RH-01-2024 – Changement à une politique d'employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Sujet remis à une réunion ultérieure.

5.3 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et eaux usées

5.3.1 Rapport WS-01-2024 - Mise à jour au sujet d'une négociation avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.4 Josée Brizard, DG-Greffière

5.4.1 Litige potentiel avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;

Fermeture pour huis clos

Résolution : 22-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **19h37** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 23-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **20h09**.

Adoptée

5.4.2 Rapport verbal - Employé (sera présenté à la fin de la réunion)

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 11 décembre 2023

6.2 Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 30 octobre 2023

Résolution : 5-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Réunion de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 11 décembre 2023
- Réunion de la réunion publique de zonage tenue le 30 octobre 2023

Adoptée

Ajournement pour la réunion publique de zonage

Résolution : 6-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h29** pur une réunion publique de zonage.

Adoptée

Réouverture après la réunion publique de zonage

Résolution : 9-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que l'assemblée du Conseil soit rouverte à 17h45.

Carried

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du patrimoine et de la culture tenue le 10 octobre 2023

7.2 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 19 octobre 2023

Résolution : 10-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Réunion du Comité directeur du patrimoine et de la culture tenue le 10 octobre 2023
- Réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 19 octobre 2023

Adoptée

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Eric Leroux, Surintendant du drainage

8.1.1 Rapport Drainage 01-2024 – Drain municipal Donat Lafèche

Résolution : 14-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 15 janvier 2024 par le Surintendant du drainage dans son rapport Drainage 01-2024.

Adoptée

8.1.2 Rapport de drainage #2025-1205 pour le mois de décembre 2023

Résolution : 11-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport du Surintendant du drainage #2023-1205, tel que présenté à la réunion du 15 janvier 2024, pour le mois de décembre 2023.

Adoptée

8.2 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.2.1 Rapport TP-01-2024 – Stationnement d'hiver dans le village de limoges

Résolution : 13-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 15 janvier 2024 par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-01-2024.

Adoptée

8.3 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

8.3.1 PLA-01-2024 – Éoliennes et installations d'entreposage de batteries

Résolution : 12-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport PLA-01-2024 tel que présenté à sa réunion du 15 janvier 2024 par le Directeur de l'urbanisme.

Adoptée

8.4 Nadia Knebel, Trésorière

8.4.1 F-01-2024 – Items exclus du budget – O. Reg 284.09

Résolution : 16-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport F-01-2024 tel que présenté à sa réunion du 15 janvier 2024 par la Trésorière.

Adoptée

8.4.2 F-02-2024 – Budget 2024 – Changement à la 3^e ébauche

8.5 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.5.1 Rapport RE-01-2024 – Campagne de commandite pour le Centre récréatif de St-Isidore

Résolution : 17-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à la réunion du 15 janvier 2024 par la Directrice des loisirs dans son rapport RE-01-2024.

Adoptée

8.5.2 Rapport RE-02-2024 Activités du Festival de la Curd 26 et 27 janvier 2024

Résolution : 18-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations telle que présentées à sa réunion du 15 janvier 2024 par la Directrice des loisirs dans son rapport RE-02-2024.

Adoptée

8.6 Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale

8.6.1 Rapport ENV-01-204 Programme Food Cyclor

Résolution : 19-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à la réunion du 15 janvier 2024 par le Gérant de l'infrastructure environnementale dans son rapport ENV-01-2024.

Adoptée

8.7 Josée Brizard, DG-Greffière

8.7.1 Demande de soutien – Centre de services à l'emploi de Prescott-Russell

Résolution : 20-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil autorise le Centre de services à l'emploi de Prescott-Russell à installer leur kiosque d'information dans les établissements de la municipalité de La Nation lors d'événements spéciaux.

Adoptée

8.8 Todd Bayly, Chef du service du bâtiment

8.8.1 Rapport statistique de permis de construction pour 2023

Résolution : 21-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport statistique sur les permis de construction pour l'année 2023 tel que présenté à sa réunion de Conseil du 15 janvier 2024.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

9.1 Municipalité de Tweed – Motion demandant aux gouvernements Fédéral et Provincial de venir en aide aux municipalités qui ont un accès limité à du financement excepté à travers l'impôt pour ré-établir cette source de financement très importante

Résolution : 24-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation soutien la motion de la Municipalité de Tweed faisant pression sur les représentants des gouvernements Fédéral et Provincial pour qu'ils aident les municipalités dont l'accès au financement est limité, sauf par les taxes municipales, à rétablir cette source de financement très importante.

Adoptée

10. Affaires découlant des réunions précédentes

10.1 Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

10.1.1 Modifications à la Politique de dons municipaux #AD-2018-01

Affaire découlant du sujet 8.6.1 du procès-verbal de la réunion tenue le 11 décembre 2023

Résolution : 25-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les modifications à la Politique de dons municipaux # AD-2018-01, telle que modifiée à sa réunion du 15 janvier 2024.

Adoptée

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement # 1-2024 – Budget 2024

Résolution : 15-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement 1-2024 portant sur le budget 2024 soit lu et adopté en première, deuxième, et troisième lecture.

Vote enregistré

Tim Stewart, Conseiller quartier 1, Yea
 Alain Mainville, Conseiller quartier 2, Yea
 Danik Forgues, Conseiller quartier 3, Yea
 Raymond Lalande, Conseiller quartier 4, Nay
 Daniel Boisvenue, Conseiller quartier 5, Yea
 Marjorie Drolet, Conseiller quartier 6, Yea

Adoptée

12.2 Règlement # 2-2024 – Modification au règlement de zonage # 2-2006, Partie de Lot 29, Concession 3, ancien Cambridge

12.3 Règlement #7-2024 Pour nommer un ingénieur pour le remplacement du ponceau au Sentier récréatif de Prescott-Russell au Drain Municipal Cross Creek – Selon la section 78(5) de la Loi sur le Drainage, 1990

Résolution : 26-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que les règlements 2-2024 et 7-2024, tels que décrits à l'ordre du jour le 15 janvier 2024 soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- Règlement #2-2024– Modification au règlement de zonage # 2-2006 – Partie de Lot 29, Concession 3, ancien Cambridge
- Règlement #7-2024 – Nommer un ingénieur pour le remplacement du ponceau au Sentier récréatif de Prescott-Russell au Drain Municipal Cross Creek, selon la section 78(5) de la Loi sur le Drainage

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 27-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 janvier 2024.

Pièce justificative 1 : **622 589,92 \$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don – Paroisse St-Viateur
Levée de fonds – Souper spaghetti

14.2 Demande de don – Société historique et culturelle de St-Bernardin

Résolution : 28-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 500,00 \$ à Société historique et culturelle de St-Bernardin, 500,00 \$ provenant du compte de don du Maire, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1 ainsi que 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

14.3 Demande de permis d'alcool – Groupe Communautaire de St-Albert
Festival de 150^e anniversaire

Résolution : 29-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation endosse et appuie le Groupe communautaire de St-Albert pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu du 20 au 23 juin 2024 au Village de St-Albert, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité de La Nation s'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Ville de Aurora – Résolution au sujet de la sécurité communautaire et discours incitatif

16.3 Conservation de la Nation Sud – Mémoire au sujet du recrutement du Comité consultatif du bassin versant de la Nation Sud

16.4 Un toit pour tous- prévention de l'itinérance Prescott-Russel

16.5 Conservation de la Nation Sud – Avis de consultation publique en 2024 sur la nouvelle cartographie des risques naturels

Résolution : 30-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 15 janvier 2024 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 – 27 janvier 2024 – Spectacle de motoneige à St-Albert

17.2 – 29 janvier 2024 – Réunion de conseil ordinaire

17.3 – 3 février 2024 – Lancement du 150^e anniversaire de St-Albert

17.4 – 16 et 17 février 2024 – Fest hiver de Limoges

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 31-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le règlement no. 5-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 15 janvier 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 32-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **20h18**.

Adoptée



Rapport au Conseil

Numéro du rapport: TP-04-2024

Sujet: Parc Innovation phase II – Études géotechnique et hydrogéologique

Préparé par: Marc-Olivier Gratton, P. Eng., Ingénieur Civil

Préparé par: Marc Legault, Directeur des travaux publics

Révisé par: Josée Brizard, Directrice Générale/Greffière

Date de la rencontre: 29 janvier 2024

Contexte

Les départements des Travaux Publics et de l'Urbanisme ont travaillé ensemble à la préparation de la phase 2 du Parc Innovation, située sur le chemin de Pommainville à Limoges, au sud de la phase 1 du Parc Innovation.

Au total, quatre lots distincts feront partie de ce développement qui s'étend sur plus de 200 acres. Le développement est prévu en trois sous-phases principales (voir figure 1 ci-dessous). Étant donné que le déboisement a été achevé en novembre 2023 pour le premier lot de 100 acres (voir la figure 2 ci-dessous), les études présentées ci-dessous concernent uniquement cette première partie du développement (sous-phase 1 et une partie de la sous-phase 2).

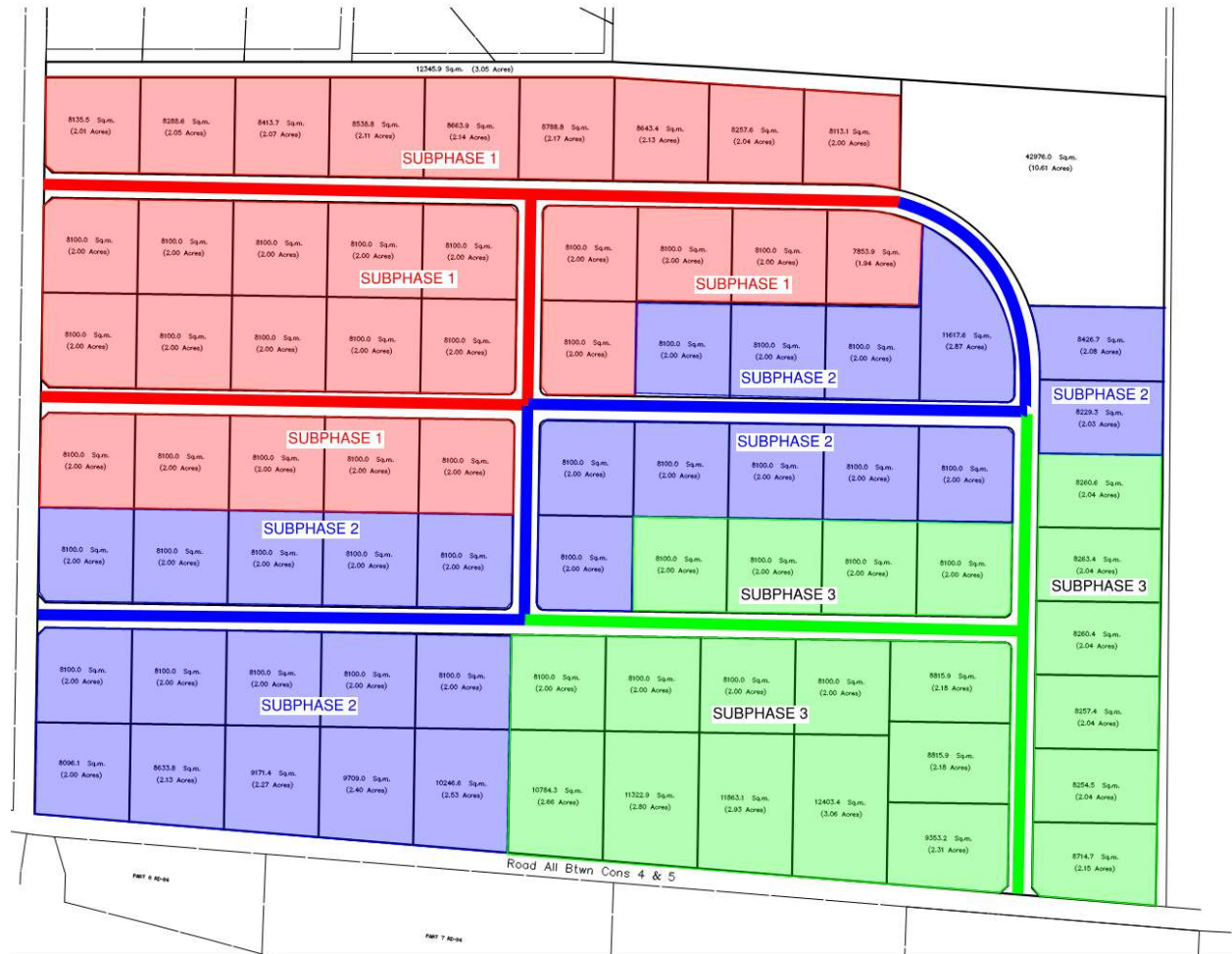


FIGURE 1 – PLAN DE SOUS-PHASES PRÉLIMINAIRE

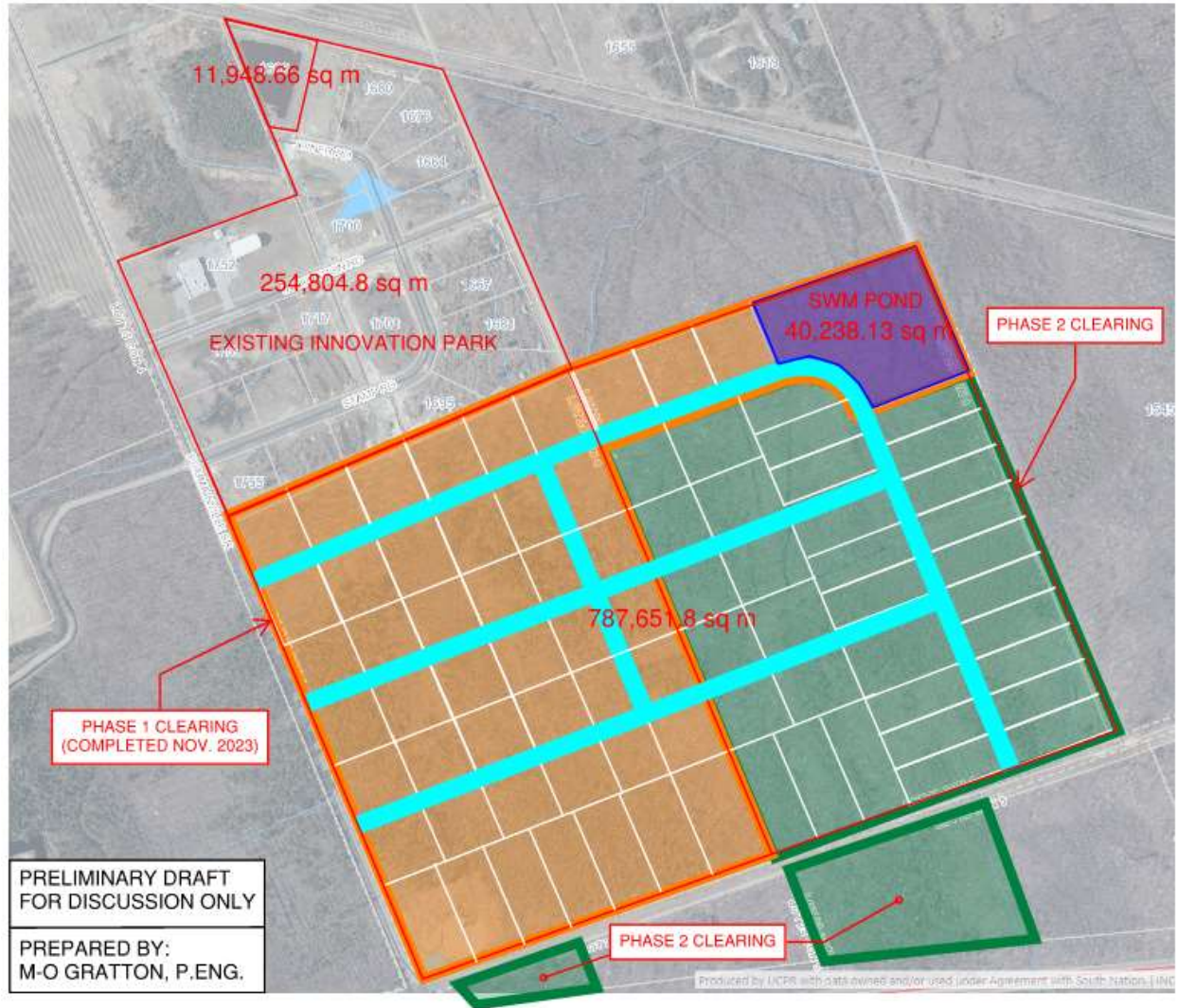


FIGURE 2 – PLAN DE DÉBOISEMENT

Rapport

Conformément à l'article 6.4 de la politique d'achat de la Municipalité de la Nation, un Chef de Service est autorisé à effectuer des achats pour des dépenses estimées à plus de 10 000,00 \$ mais ne dépassant pas 50 000,00 \$ auprès d'un fournisseur, en autant d'avoir obtenu au préalable au minimum trois (3) soumissions écrites, dans la mesure du possible.

Étude Géotechnique

Afin de confirmer la nature des sols en place et d'obtenir des recommandations pour les méthodes de construction (fondations de bâtiments, fondations de routes, etc.), un rapport d'étude géotechnique est nécessaire.

En gardant en tête la section 6.4 de la Politique d'achat, quatre (4) entreprises ont été invitées à soumettre des propositions pour l'étude géotechnique et deux prix ont été soumis, le tableau ci-dessous présente les prix reçus.

Soumission	Date:	Budget proposé:
Morey Associates	2023-10-13	25,750.00\$
Englobe Corp.	2023-10-27	33,875.00\$

Étude Hydrogéologique

Afin de confirmer la disponibilité et la qualité de l'eau potable, une étude hydrogéologique est nécessaire, conformément aux directives du ministère de l'environnement (D-5-5 pour les puits privés).

En gardant en tête la section 6.4 de la Politique d'achat, cinq (5) entreprises ont été invitées à soumettre des propositions pour l'étude hydrogéologique et trois prix ont été soumis, le tableau ci-dessous présente les prix reçus.

Soumission:	Date:	Budget proposé:
McIntosh Perry	2023-03-31	28,000.00\$
Englobe Corp.	2023-10-27	24,150.00\$
Lascelles Engineering	2023-12-01	22,500.00\$

Nous recommandons de retenir les services de Morey Associates pour l'étude géotechnique et Lascelles Engineering pour l'étude hydrogéologique.

Financial Considerations

Budget 2024:	\$ 500,000.00
Dépense– Hydro One	- \$ 4,859.00
Dépense – Études géotechnique et hydrogéologique	- \$ 45,250.00
Budget résiduel:	\$ 449,891.00

Recommendation

Qu'il soit résolu que le conseil accepte le rapport TP-04-2024 présenté par le directeur des travaux publics et Marc-Olivier Gratton, ing., ingénieur civil et approuve de procéder avec Morey Associates pour l'étude géotechnique au coût estimé de 25 750,00 \$ avant TVH et Lascelles Engineering pour l'étude hydrogéologique au montant de 22 500,00 \$ avant TVH.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-05-2024

Sujet : Nommer une firme d'ingénieurs - pont Wilson SP010

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante du directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale / greffière

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Date de la réunion : 29 janvier 2024

Contexte

Ce rapport a pour but d'informer le Conseil municipal sur les prochaines étapes afin de prolonger la durée de vie du pont Wilson (SP010), situé dans le secteur Est dans la municipalité sur le chemin Scotch River entre les lots 8 et 9, concession 12. Ce pont a été construit en 1919.

Rapport

Après une discussion avec nos ingénieurs, la municipalité devrait être en mesure de réaliser les réparations pour 150 000 \$. La proposition consiste à effectuer une évaluation structurelle et à fournir un croquis détaillé des travaux et nous vous proposons de faire la réparation l'année prochaine, ce qui prolongera la durée de vie d'environ 10 ans.

La proposition est de 18 379,50 \$ avant taxe pour réaliser les travaux proposés. Je crois que la proposition est raisonnable pour garder ce pont et je recommande de nommer EGIS CANADA LTD (anciennement McIntosh Perry) pour réaliser les travaux selon la proposition CCO-25-0205, datée du 16 janvier 2024.

Considérations financières

1-	Proposition d'EGIS CANADA LTD études en 2024 et payé budget opérationnel 2024	Somme
	Budget 2024 – N-4000-5900-5206 (Engineers)	22 000,00\$
	Prix, sans taxe 13% TVH - EGIS CANADA LTD	18 379,50\$
	Partie TVH non remboursable	<u>323,48\$</u>
	Prix total à la municipalité	18 702,98\$
	Solde restant au compte «Engineers» dans le budget opérationnel 2024	3 297,02\$
2-	BUDGET 2025	Somme
	D'engager des fonds pour les réparations au pont Wilson	150 000,00\$

Recommandations

Il est résolu que le conseil municipal accepte la recommandation du directeur des Travaux publics dans son le rapport TP-05-2024 et que la firme d'ingénieurs EGIS CANADA LTD soit nommé à compléter une évaluation structurelle et à fournir un croquis détaillé des travaux pour la réparation du pont Wilson (SP010) au coût de 18 702,98 \$ avant taxe et que cette dépense soit payée dans le budget opérationnel 2024 provenant du compte «Engineers» N-4000-5900-5206.

De plus qu'il soit résolu que le Conseil accepte d'engager des fonds de 150 000 \$ au budget 2025 afin d'effectuer les réparations en 2025 au pont Wilson (SP0010).

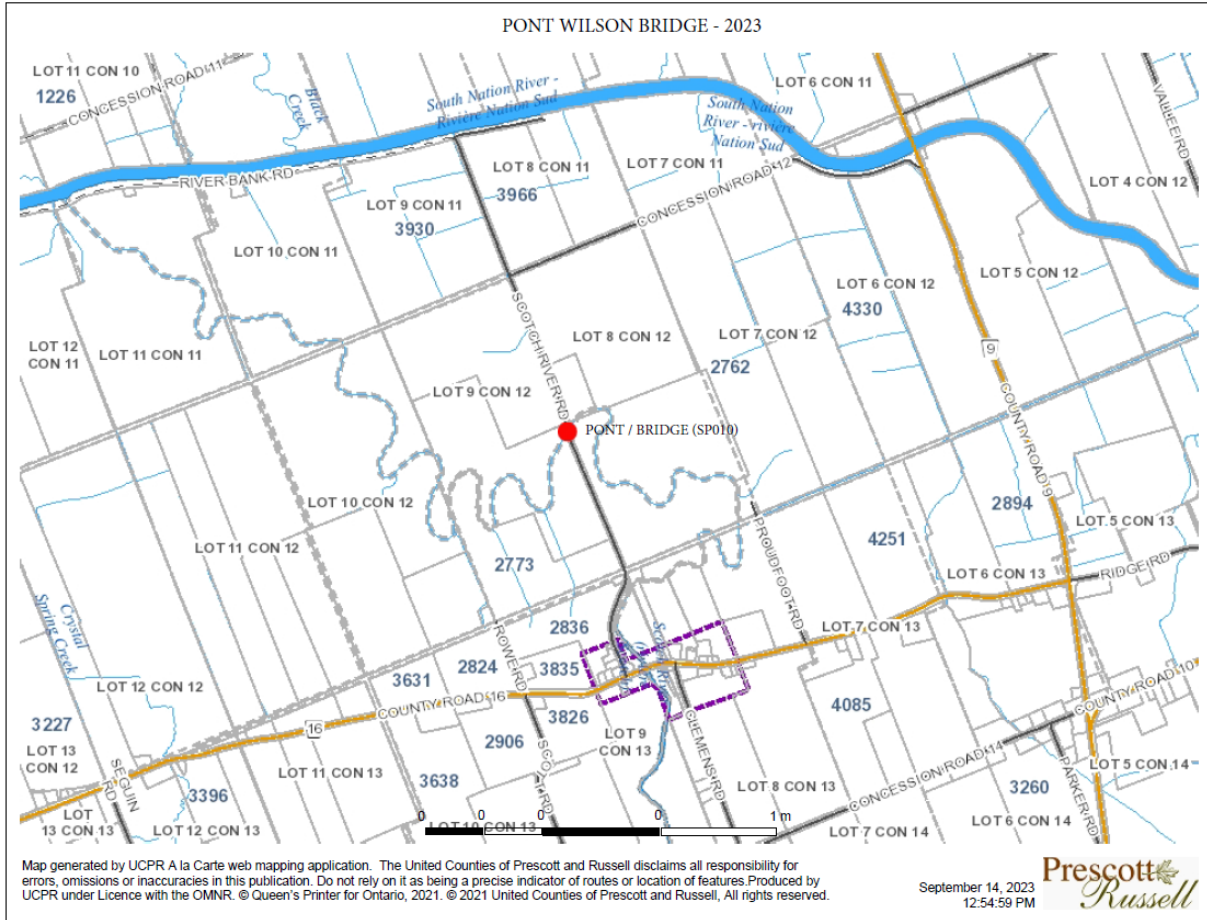
De plus qu'il soit résolu que le directeur des Travaux publics soit autorisé à signer l'entente de services professionnels.

Pièce jointe

- 1- Carte démontrant l'endroit du pont

ANNEXE 1

Pont Wilson (SP010) sur le chemin Scotch River





Rapport au Conseil

Numéro de rapport: NFD-02-2024

Sujet: rapport 2023 annuel

Préparé par: Mario Villeneuve, Chef pompier

Révisé par: Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion: 29 janvier 2024

Contexte

Ce rapport annuel 2023 est présenté au conseil comme l'exige l'article 14 du Règlement pour établir et régler le service d'incendie # 113-2018. Le rapport vous donne de l'information sur les activités du service et sur le nombre et le type d'appels auxquels le Service d'incendie de La Nation NFD a répondu en 2023.

Rapport

L'année 2023 a été une autre année de changements majeurs pour le NFD et les pompiers volontaires qui travaillent dans les cinq casernes. Le service d'incendie de Clarence-Rockland a été engagé sous contrat pour assurer la bonne gestion du service d'incendie de La Nation. Un nouveau Chef pompier a été nommé et un Chef adjoint à temps plein fait maintenant partie de l'équipe de gestion.

Les Chefs de district et les Capitaines ont été confirmés dans leurs fonctions l'été dernier. L'équipe de direction, composée du Chef pompier, du Chef adjoint et des Chefs de district, se réunit tous les mois pour discuter des questions de fonctionnement, de formation et d'entretien dans le cadre d'une organisation unique.

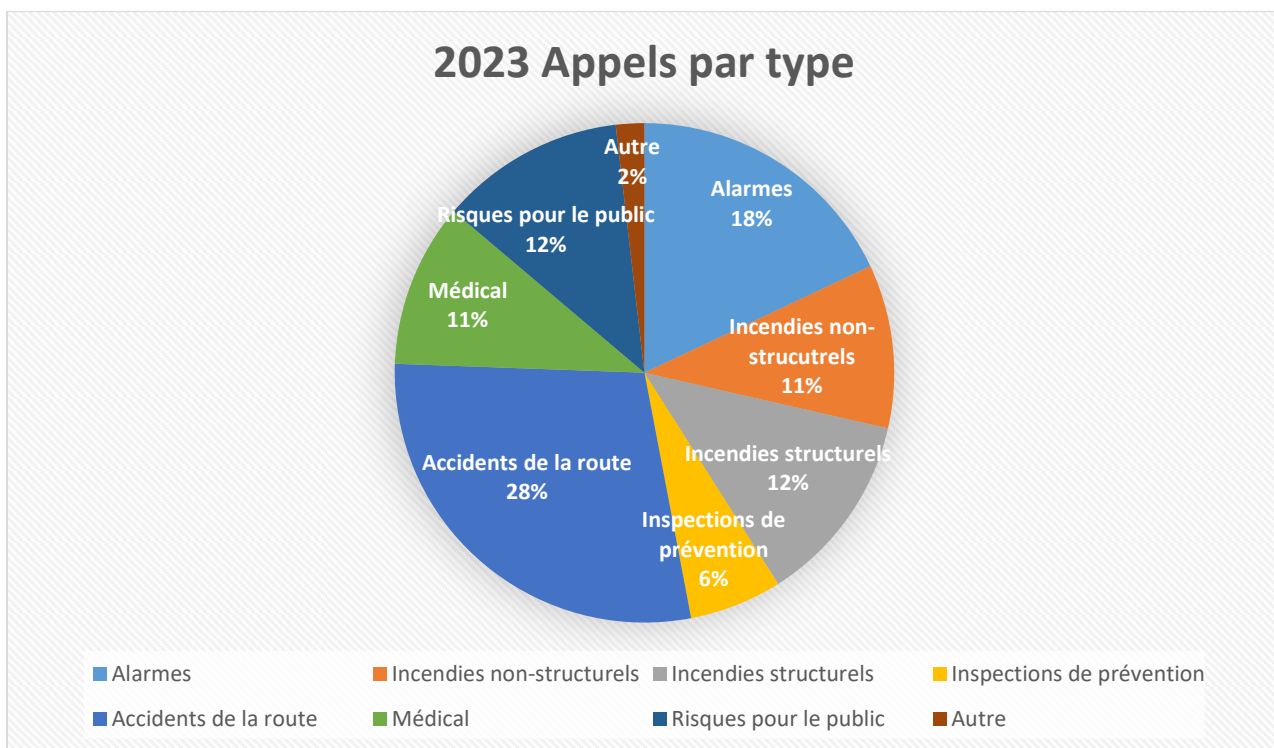
Le Chef pompier adjoint a mis en place un nouveau site web pour les membres du corps des pompiers afin de leur fournir tous les outils et documents nécessaires à leur information. Le site web contient un calendrier avec toutes les sessions de formation, les heures de maintenance et les événements publics pour l'information des pompiers. Des sessions de formation bihebdomadaires sont désormais planifiées et dispensées dans toutes les casernes.

Nous avons élaboré un plan de travail pour les mois et les années à venir. Cela nous permet d'avoir une vision plus claire de ce qui doit être accompli et du moment où cela doit être fait. Un plan d'investissement sur dix ans a été présenté au conseil, et nous avons travaillé avec les autres services de la municipalité à l'élaboration du budget de fonctionnement et d'investissement pour 2024.

En 2023, les pompiers volontaires du Service d'incendie de la Nation ont répondu à 217 appels. Ces appels peuvent être répartis dans les catégories suivantes :

Type d'appel	Quantité en 2023
Alarmes	39
Incendies non structurels - plaintes, herbe, enquête	23
Incendies structurels	27
Inspections de prévention - chef des pompiers ou agent de prévention des incendies	13
Accidents de la route	62
Médical	23
Risques pour le public - tempête, fuites de gaz, coupure d'électricité	26
Autre	4
TOTAL	217

2023 Appels par type



Le service d'incendie produit ce rapport chaque année car il remplit plusieurs fonctions :

- Tient le conseil municipal et le public informés des activités du service d'incendie.
- Il nous montre les tendances, ce qui nous permet d'adapter nos programmes de prévention des incendies en fonction des risques les plus importants pour la population.
- Aide les pompiers à cibler leurs besoins en formation pour se préparer à faire face aux risques les plus importants.

Pertinence par rapport aux priorités

Ce rapport est produit tel que l'exige l'article 14(q) du Règlement pour établir et régler le service d'incendie # 113-2018

Recommandation

Il est respectueusement recommandé que:

Ce rapport est reçu par le Conseil à titre d'information uniquement.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport : COM-01-2024

Sujet: Rapport des communications

Préparé par : Amélie Deschamps, Coordonnatrice de la communication et du marketing

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale – Greffière / Aimée Roy, Greffière adjointe

Date : Le lundi 29 janvier 2024

Contexte

La coordonnatrice de la communication et du marketing de la municipalité de La Nation fixe des objectifs pour le département, afin de l'orienter dans la bonne direction grâce à une approche stratégique de la communication publique. Le but premier est de s'assurer que le public est bien informé et de maintenir la transparence dans les processus de prise de décision au sein des différents services de la municipalité. Cette approche proactive vise à favoriser une communauté plus engagée et mieux informée. Les objectifs feront l'objet d'une révision dans environ six mois afin de s'assurer que les progrès sont en bonne voie et que les objectifs sont atteints.

Rapport

Objectifs

Le département de communication de la municipalité propose "sensibilisation de la communauté" le thème central de sa stratégie de communication pour 2024. La transparence est un principe fondamental d'une gouvernance locale efficace, soulignant l'importance cruciale d'un partage de l'information. Si les résidents ne comprennent pas clairement les raisons qui sous-tendent les décisions, ils peuvent ressentir de la frustration. Mettre l'accent sur les explications permet non seulement d'alléger la charge des conseillers et des chefs de département en répondant de manière proactive aux questions, mais aussi de renforcer le lien entre la municipalité et la communauté.

Pour concrétiser ces initiatives, nous avons élaboré le plan d'action suivant :

Publication de l'infolettre : Nous avons l'intention de publier une infolettre quatre fois cette année, la première édition étant consacrée aux éléments du budget 2024.

Renforcement de l'engagement dans les médias sociaux : Notre objectif est de partager régulièrement des publications sur nos médias sociaux, afin de donner un aperçu des rôles et des responsabilités des différents départements municipaux. Ces messages comprendront des statistiques pertinentes et des explications détaillées.

Les chefs de département sont encouragés à informer la coordonnatrice de la communication et du marketing des projets à venir bien à l'avance, afin de disposer de suffisamment de temps pour élaborer des stratégies de communication appropriées.

Après chaque réunion du Conseil, nous publierons un résumé des principaux sujets abordés au cours de la session, afin de donner un aperçu concis des points saillants de la réunion.

Au cours des six prochains mois, notre objectif est d'élargir considérablement notre audience en acquérant 300 abonnés ou "aimes" supplémentaires collectivement sur toutes nos plateformes.

Optimisation du site web : Une étape cruciale consiste à restructurer les pages de notre site web afin d'améliorer l'expérience des utilisateurs. Cela permettra aux résidents de trouver facilement des informations cruciales.

Au cours des six prochains mois, nous concentrerons stratégiquement nos efforts sur l'optimisation des pages clés, notamment celles des départements de l'environnement, de l'eau et des égouts, et des finances.

Transition vers une nouvelle plateforme d'alerte d'urgence : Nous prévoyons de passer à une plateforme d'alerte d'urgence avancée capable de délivrer des messages détaillés. Cela inclura des liens, des cartes, des images et plus encore, garantissant que les résidents reçoivent des informations complètes lors de situations critiques.

La nouvelle solution d'alerte d'urgence a déjà été approuvée dans le cadre du budget 2024.

Nouvelles fonctionnalités du calendrier des événements : En nous appuyant sur les fonctionnalités récemment ajoutées à notre calendrier des événements, nous avons l'intention de présenter les activités et les réunions de la communauté de manière systématique. Ce calendrier servira de ressource centralisée pour les résidents afin qu'ils soient pleinement informés des événements qui se déroulent dans notre municipalité.

Collaboration : Collaborer avec les agents de communication des municipalités voisines afin de comprendre leurs approches et leurs stratégies en matière de communication efficace au sein de leurs communautés respectives.

En mettant en œuvre ces mesures, nous visons à renforcer les canaux de communication, à favoriser la transparence et à veiller à ce que les habitants soient bien informés du fonctionnement et des événements au sein de notre municipalité.

Audience

Plateformes	Janvier 2024	Rapport précédent
X (Twitter)	99 abonnés	N/A
Facebook	5349 aime	N/A
LinkedIn	224 abonnés	N/A
Instagram	N/A	N/A
YouTube	245 abonnés	N/A
MailChimp	229 contacts	N/A
Telmatik	1574 destinataires	N/A

Liens aux priorités

[Plan stratégique 2034](#)

Énoncé de mission

« soutenir une stratégie de communication exhaustive et parfaitement bilingue par laquelle tous les intervenants sont tenus au courant des plans, des programmes et des projets qu'entreprend la municipalité; »

Menaces

« Mauvaise compréhension des ressources financières municipales chez les résidents; »

[Plan directeur des parcs et des loisirs](#)

Messages clés – Nos défis

« Les groupes communautaires et les résidents aimeraient que se concrétise une communication plus efficace et que se manifeste un engagement plus significatif. »

Observations d'une perspective locale

« Assurer la communication plus directe, plus claire et plus conséquente entre la Municipalité, les parties prenantes et les résidents en ce qui a trait à la programmation, aux événements, aux activités et aux partenariats potentiels; »

Recommandation

Nous recommandons au Conseil de recevoir officiellement et reconnaître ce rapport.

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 4-2024

BEING A BY-LAW PASSED PURSUANT TO THE PROVISIONS OF SECTION 38 OF THE PLANNING ACT, R.S.O. 1990, AS AMENDED TO ESTABLISH INTERIM CONTROL PROVISIONS FOR THE ENTIRETY OF THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE NATION TO PROHIBIT THE ESTABLISHMENT OF NEW LARGE SCALE RENEWABLE ENERGY FACILITIES FOR A PERIOD OF TWELVE MONTHS IN ORDER TO ALLOW FOR THE APPROPRIATE COMPLETION OF FURTHER RESEARCH AND CONSULTATIONS.

WHEREAS Section 38.(1) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, permits the Council of a municipality to pass an Interim Control By-Law where Council has directed that a review or study be undertaken in respect of land use planning policies and regulations within the municipality or and defined areas thereof;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation passed a resolution directing the necessary research and consultation be undertaken with respect to developing land use planning policies and regulations concerning new large scale “renewable energy facilities” on all lands located within The Nation Municipality.

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation deems it appropriate to now enact such an Interim Control By-law, in order to ensure that any new large scale “renewable energy facilities” and battery storage facility are appropriately situated and regulated within the Municipality;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation enacts as follows:

1) THAT in this By-law the following definitions shall apply:

-“Battery storage facility” means a battery storage facilities, or battery energy storage systems (BESS) or similar devices that enable energy from renewable sources, like solar and wind, to be stored and then released when power is needed most.

-“renewable energy facility” means a new large scale generation facility that generates electricity from any renewable energy sources and that meets such criteria as may be prescribed by regulation and includes associated or ancillary equipment, systems and technologies as may be prescribed by regulation and also include battery storage facilities, but does not include an associated waste disposal site, unless the site is prescribed by regulation for the purposes of this definition;

-“renewable energy project” means the construction, installation, use, operation, changing or retiring of a new large scale renewable energy generation facility.

-“Solar Farm Project” means a commercial project at which one or more photovoltaic collector panels or devices use light to generate electricity and is on a stand-alone structure. This does not include the project installed on existing structures.

2) That no new battery storage facility, renewable energy facility, renewable energy project or solar farm project shall be permitted on any lands within The Nation Municipality for a period of 12 months.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 29th DAY OF JANUARY, 2024.

Francis Briere, Mayor

Josée Brizard, Clerk

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 8-2024

BEING a by-law to establish charges for the use of Nation Municipality Wastewater System by users in the areas of The Nation Municipality as listed in Schedule “A” to this By-Law.

WHEREAS pursuant to the authority granted by Sections 8, 9, and 11 and Part XII of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25*, as amended, the Council of The Nation Municipality may pass By-Laws for the setting of fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(1) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a fee or charge may be imposed for capital costs related to services or activities for which persons are not receiving an immediate benefit from but who will receive a benefit at some later point in time;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of wastewater to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

AND WHEREAS *Ontario Regulation 581/06* provides that fees or charges imposed for the supply of wastewater under the Act and added to the tax roll under Subsection 398(2) of the Act have priority lien status as described in Section 1(3) of the Act;

AND WHEREAS wastewater usage rates are established annually by by-law to produce sufficient revenue to meet the estimated budget required for operation, maintenance and renewal of the wastewater system;

AND WHEREAS the Council deems it appropriate and beneficial to set such wastewater rates, and amend those rates from time to time;

DEFINITIONS:

“Act” shall mean the *Municipal Act, 2001 S.O. 2001, C.25, as amended*

“Backwash flow” is defined as a step to remove sediment and debris from the water that is sent to the wastewater lagoon for treatment. The funds shall be transferred to the wastewater system where the sediment and debris are being treated.

“Capital Costs” is defined as an amount that is used for the capital infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund

for future capital cost.

“Consumption” is defined as the measured quantity of water flowing through a pipe that is used to supply a building.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural, or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For calculating the number of equivalent units each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes.

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded in calculation and determined as a standard of measurement. For calculating the number of units, the first unit, regardless of size, shall be one and any additional unit 700 square feet or less shall be set out as 0.50 of a unit per connection and any additional units 701 square feet or more shall be deemed as one unit.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) The wastewater service rate imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with wastewater service apply to the service areas as defined in Schedule “A” to this By-Law.
- 2) Wastewater service rate is hereby imposed as a quarterly flat rate of \$143.40 per equivalent unit for the year 2024 and subsequent years, including the capital cost, against each user in respect of such lands which are used for the purposes of domestic, commercial, or industrial uses.
- 3) For properties that have multiple equivalency units, the cubic meter consumption shall be multiplied by that same rate as set out in Section 2). For example, duplexes that have a multiplier of 1.65 shall be imposed the rates applicable to the consumption of 66 cubic meters. ($40 \times 1.65 = 66$).
- 4) The charges as set out in Section 2) above shall apply to any property owner in the areas as set out Schedule “A” to this By-Law who receives a supplementary assessment thereby receiving benefit from the wastewater service during the year.

- 5) Any property owner who hooks up to a wastewater service within an area as set out in Schedule "A" to this By-Law shall be charged the rate as set out in Section 2) above for the service, prorated from the date of connection or at the latest three months after the building permit application date, whichever comes first, thereby receiving benefit for the wastewater service.
- 6) The charges set out above shall become due and payable in the following installments:
 - a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to June.
 - c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 7) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.
- 8) Payment made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
- 9) Notwithstanding Section 6) above, the due dates for enrolled property owners in the pre-authorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 10) does not apply on unpaid water if payments are in accordance to the plan.
- 10) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
- 11) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
- 12) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and form part of such unpaid water service.
- 13) The Municipality may mail or cause to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll a written or printed notice specifying the amount of water service payable.
- 14) On all properties to which the public utility billing for the water service is provided, and for which amounts are outstanding as of February 1st of

the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the Municipal Act 2001 as amended. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data onto the municipal taxes.

- 15) Where an illegal connection to the wastewater service is found, the rates as set out in Section 2) above shall be retroactive up to when the presumed bypass took place as determined by the Treasurer.
- 16) In addition to Section 15) above there shall be a 25% additional administrative charge for the infraction.
- 17) Property owners in St-Albert connected to one of the municipal lagoons with metered discharge pursuant to written agreement with the Municipality shall be charged a fixed rate of \$1,250.00 per year and \$ 1.07 per cubic meter that is discharged into the lagoon.
- 18) St-Albert Cooperative Cheese Manufacturing Association shall be charged a fixed rate and cubic meter charge in accordance with the written agreement in force at the time of billing.
- 19) The cubic meter charges in Section 17) above shall be determined using the flow meter data received by the Treasurer.
- 20) The wastewater services are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, ON, and electronically through a registered financial institution.

EFFECTIVE DATE:

- 21) By-Law 10-2023 is hereby repealed.
- 22) This By-law shall come into force and take effect on January 1, 2024.

**READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING
THIS 29TH DAY OF JANUARY 2024.**

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO - Clerk

SEAL

SCHEDULE “A” TO BY-LAW 8-2024

Wastewater Service Areas

- Village of Fournier
- Village of St-Albert
- Village of St-Bernardin
- Village of St-Isidore
- Village of Limoges in The Nation Municipality
- Village of Limoges in The Township of Russell
- Limoges Industrial Park
- Forest Park

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 9-2024

BEING a by-law to establish charges for the use of Nation Municipality Water System by users in the areas of The Nation Municipality as listed in Schedule “A” to this By-Law.

WHEREAS pursuant to the authority granted by Sections 8, 9, and 11 and Part XII of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25*, as amended, the Council of The Nation Municipality may pass By-Laws for the setting of fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(1) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a fee or charge may be imposed for capital costs related to services or activities for which persons are not receiving an immediate benefit from but who will receive a benefit at some later point in time;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of water to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

AND WHEREAS *Ontario Regulation 581/06* provides that fees or charges imposed for the supply of water under the Act and added to the tax roll under Subsection 398(2) of the Act have priority lien status as described in Section 1(3) of the Act;

AND WHEREAS water usage rates are established annually by by-law to produce sufficient revenue to meet the estimated budget required for operation, maintenance and renewal of the water system;

AND WHEREAS the Council deems it appropriate and beneficial to set such water rates, and amend those rates from time to time;

DEFINITIONS:

“**Act**” shall mean the *Municipal Act, 2001 S.O. 2001, C.25, as amended*

“**Backwash flow**” is defined as a step to remove sediment and debris from the water that is sent to the wastewater lagoon for treatment. The funds shall be transferred to the wastewater system where the sediment and debris are being treated.

“**Capital Costs**” is defined as an amount that is used for the capital

infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund for future capital cost.

“Consumption” is defined as the measured quantity of water flowing through a pipe that is used to supply a building.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural, or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For calculating the number of equivalent units each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Cubic Meters” is defined as a type of measurement (volume) used for the purpose of calculating the quantity of water that goes through the water meter.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes.

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Normal Consumption” is defined as 40 cubic meters used for a single-family dwelling, quarterly.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded in calculation and determined as a standard of measurement. For calculating the number of units, the first unit, regardless of size, shall be one and any additional unit 700 square feet or less shall be set out as 0.50 of a unit per connection and any additional units 701 square feet or more shall be deemed as one unit.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) The water service rates imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with water service apply to the service areas as defined in Schedule “A” to this By-Law.
- 2) Water service rates are hereby imposed as defined in Schedule “B” to this By-Law.
- 3) The rates and charges imposed in Schedule “B” to this By-Law shall be billed on a quarterly basis.

- 4) For properties that have multiple equivalency units, the cubic meter consumption shall be multiplied by that same rate as set out in Schedule "B" to this By-Law. For example, duplexes that have a multiplier of 1.65 shall be imposed the rates applicable to the consumption of 66 cubic meters. ($40 \times 1.65 = 66$).
- 5) The charges as set out in Schedule "B" to this By-Law above shall apply to any property owner who receives a supplementary assessment thereby receiving benefit from the water service during the year.
- 6) In the event of a change in property owner, the applicable charges as set out in Schedule "B" to this By-Law, including where there is not yet a meter installed, shall be prorated for the proportion of water consumption or period of ownership.
- 7) Any property owner who must install a water meter shall be imposed the prorated rates as set out in Schedule "B" to this By-Law no later than three months after being provided with a meter or at the date of the meter installation, whichever comes first, thereby receiving benefit for the water service.
- 8) If a property has more than one water meter, each meter shall be charged as set out in Schedule "B" to this By-Law.
- 9) If a meter fails to register, the consumer will be charged a minimum consumption based upon the average consumption of the last three months or, if such data is unavailable, then the cost shall be pro-rated annually based on the previous year's fee.
- 10) If a meter has never registered after installation, the property will be charged an estimated consumption of 40 cubic meters per equivalent unit quarterly until the actual consumption can be measured for a quarter, at which time it shall be adjusted to conform to the normal consumption for the property.
- 11) Where for any reason the consumption of water for a property has not been recorded or where in the opinion of the Treasurer the consumption of water has been incorrectly recorded, the Treasurer shall estimate the quantity of water consumed and the owner shall be liable to pay the rates applicable as set out in Schedule "B" to this By-Law.
- 12) Where because of frost penetration on the street it may be expedient to allow the consumer to run water at a continuous rate to prevent freezing the service pipe, the Treasurer shall estimate the quantity of water, shall authorize such usage, and shall adjust the billing to conform with normal consumption for the property.
- 13) The charges set out above shall become due and payable in the

following installments:

- a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to June.
 - c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 14) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.
 - 15) Payment made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
 - 16) Notwithstanding Section 13) above, the due dates for enrolled property owners in the pre-authorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 17) does not apply on unpaid water if payments are in accordance to the plan.
 - 17) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
 - 18) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
 - 19) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and form part of such unpaid water service.
 - 20) The Municipality may mail or cause to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll a written or printed notice specifying the amount of water service payable.
 - 21) On all properties to which the public utility billing for the water service is provided, and for which amounts are outstanding as of February 1st of the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the Act. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data onto the municipal taxes.

- 22) Where an illegal connection to the water service is found, the rates as set out in Schedule "B" to this By-Law shall be retroactive up to when the presumed by-pass took place as determined by the Treasurer.
- 23) In addition to Section 22) above there shall be a 25% additional administrative charge for the infraction.
- 24) The water services are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, ON, and electronically through a registered financial institution.

EFFECTIVE DATE:

- 25) The provisions of By-Law 53-2021 as amended apply to all water serviced properties.
- 26) By-Law 10-2023 is hereby repealed.
- 27) This By-law shall come into force and take effect on January 1, 2024.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 29TH DAY OF JANUARY 2024.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO - Clerk

SEAL

SCHEDULE “A” TO BY-LAW 9-2024

Water Service Areas – Limoges Water System

- Village of Limoges in The Nation Municipality – with wastewater services
- Village of Limoges in The Nation Municipality – without wastewater services
- Village of Limoges in The Township of Russell – with wastewater services
- Village of Limoges in The Township of Russell – without wastewater services
- Limoges Industrial Park
- Brisson Project
- Forest Park
- Ben Tardiff Mobile Park
- Le Baron Project

SCHEDULE “B” TO BY-LAW 9-2024

Water Service Rates – Limoges Water System

The following rates are imposed on owners or tenants of each lot that is connected to the water system and is also connected to the wastewater system:

Water Service Rate per cubic meter (m³) of metered water consumption	
Billed per quarter – for connections to water & wastewater services	
Fixed quarterly charge	\$88.64
Variable charge per m ³	
0 – 40 m ³	\$2.09
41 – 50 m ³	\$2.59
51 – 60 m ³	\$3.59
> 61 m ³	\$4.59

The following rates are imposed on owners or tenants of each lot that is connected to the water system and that is *not* connected to the wastewater system:

Water Service Rate per cubic meter (m³) of metered water consumption	
Billed per quarter – for connections to water service only	
Fixed quarterly charge	\$88.64
Variable charge per m ³	
0 – 40 m ³	\$2.09
41 – 50 m ³	\$2.59
51 – 60 m ³	\$3.59
> 61 m ³	\$4.59
Backwash flow charge, as per metered consumption, per m ³	\$0.21

Water charges are based on municipal water service provided, as measured by volumetric reading of a municipal water meter which has not be illegally tampered with, or as otherwise established by the Municipality.

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 10-2024

BEING a by-law to establish charges for the use of Nation Municipality Water System by users in the Village of St-Isidore.

WHEREAS pursuant to the authority granted by Sections 8, 9, and 11 and Part XII of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25*, as amended, the Council of The Nation Municipality may pass By-Laws for the setting of fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(1) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may impose fees and charges for services;

AND WHEREAS section 391(2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a fee or charge may be imposed for capital costs related to services or activities for which persons are not receiving an immediate benefit from but who will receive a benefit at some later point in time;

AND WHEREAS subsection 398 (2) of the *Municipal Act, 2001* provides that a municipality may add fees and charges for the supply of water to the tax roll and collect them in the same manner as municipal taxes;

AND WHEREAS *Ontario Regulation 581/06* provides that fees or charges imposed for the supply of water under the Act and added to the tax roll under Subsection 398(2) of the Act have priority lien status as described in Section 1(3) of the Act;

AND WHEREAS water usage rates are established annually by by-law to produce sufficient revenue to meet the estimated budget required for operation, maintenance and renewal of the water system;

AND WHEREAS the Council deems it appropriate and beneficial to set such water rates, and amend those rates from time to time;

DEFINITIONS:

“Act” shall mean the *Municipal Act, 2001 S.O. 2001, C.25, as amended*

“Capital Costs” is defined as an amount that is used for the capital infrastructure replacement and any surplus of the year is set in a reserve fund for future capital cost.

“Consumption” is defined as the measured quantity of water flowing through a pipe that is used to supply a building.

“Commercial, industrial, agricultural and or institutional uses” is defined separately from a lot equivalency based on the usage or any number of buildings, which are used for commercial, industrial, agricultural, or institutional purposes, the lot shall be assigned a multi-lot equivalency, which shall be defined by an engineer appointed by The Nation Municipality. For calculating the number of equivalent units each 492.75 cubic meter shall be equivalent to one unit.

“Cubic Meters” is defined as a type of measurement (volume) used for the purpose of calculating the quantity of water that goes through the water meter.

“Lot Equivalency” is defined as a lot whereby a single dwelling unit is or will be used for residential purposes.

“Multiple Equivalency Unit” is defined as a combination of lot equivalency for single dwelling and, commercial, industrial, agricultural and or institutional uses. The multiple Equivalency unit is established at the time of a building permit application or change of uses for the establishment as set out in By-Law 92-2018 as amended for time to time.

“Normal Consumption” is defined as 40 cubic meters used for a single-family dwelling, quarterly.

“Unit” is defined as a single quantity of occupancy regarded in calculation and determined as a standard of measurement. For calculating the number of units, the first unit, regardless of size, shall be one and any additional unit 700 square feet or less shall be set out as 0.50 of a unit per connection and any additional units 701 square feet or more shall be deemed as one unit.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) The water service rates imposed upon the owners or occupants of lands which are supplied with water service in the Village of St-Isidore.
- 2) Water service rates are hereby imposed as defined in Schedule “A” to this By-Law.
- 3) The rates and charges imposed in Schedule “A” to this By-Law shall be billed on a quarterly basis.
- 4) For properties that have multiple equivalency units, the cubic meter consumption shall be multiplied by that same rate as set out in Schedule “A” to this By-Law. For example, duplexes that have a multiplier of 1.65 shall be imposed the rates applicable to the consumption of 66 cubic meters. (40 x 1.65 = 66).

- 5) The charges as set out in Schedule "A" to this By-Law above shall apply to any property owner who receives a supplementary assessment thereby receiving benefit from the water service during the year.
- 6) In the event of a change in property owner, the applicable charges as set out in Schedule "A" to this By-Law, including where there is not yet a meter installed, shall be prorated for the proportion of water consumption or period of ownership.
- 7) Any property owner who must install a water meter shall be imposed the prorated rates as set out in Schedule "A" to this By-Law no later than three months after being provided with a meter or at the date of the meter installation, whichever comes first, thereby receiving benefit for the water service.
- 8) If a property has more than one water meter, each meter shall be charged as set out in Schedule "A" to this By-Law.
- 9) If a meter fails to register, the consumer will be charged a minimum consumption based upon the average consumption of the last three months or, if such data is unavailable, then the cost shall be pro-rated annually based on the previous year's fee.
- 10) If a meter has never registered after installation, the property will be charged an estimated consumption of 40 cubic meters per equivalent unit quarterly until the actual consumption can be measured for a quarter, at which time it shall be adjusted to conform to the normal consumption for the property.
- 11) Where for any reason the consumption of water for a property has not been recorded or where in the opinion of the Treasurer the consumption of water has been incorrectly recorded, the Treasurer shall estimate the quantity of water consumed and the owner shall be liable to pay the rates applicable as set out in Schedule "A" to this By-Law.
- 12) Where because of frost penetration on the street it may be expedient to allow the consumer to run water at a continuous rate to prevent freezing the service pipe, the Treasurer shall estimate the quantity of water, shall authorize such usage, and shall adjust the billing to conform with normal consumption for the property.
- 13) The charges set out above shall become due and payable in the following installments:
 - a) On or before the last working day of April for the period of January to March.
 - b) On or before the last working day of July for the period of April to

June.

- c) On or before the last working day of October for the period of July to September.
 - d) On or before the last working day of January for the period of October to December.
- 14) Payments made by mail shall be deemed received by the Municipality on the date it is received at the municipal office.
 - 15) Payment made through Electronic Funds Transfer (EFT) shall be deemed received by the Municipality on the date the funds are received in the municipality's bank account.
 - 16) Notwithstanding Section 13) above, the due dates for enrolled property owners in the pre-authorized payment plan method shall be in accordance with the pre-authorized payment plan and Section 17) does not apply on unpaid water if payments are in accordance to the plan.
 - 17) Overdue accounts shall incur a penalty of 1.25 % per month calculated on the first day of each month and every month the default continues.
 - 18) Partial payments on accounts which are in arrears shall be applied in each instance to the oldest arrears outstanding.
 - 19) Penalties and interest added in default shall become due and payable and shall be collected as if same had originally been imposed and form part of such unpaid water service.
 - 20) The Municipality may mail or cause to be mailed to the residence or place of business of such person indicated on the last revised assessment roll a written or printed notice specifying the amount of water service payable.
 - 21) On all properties to which the public utility billing for the water service is provided, and for which amounts are outstanding as of February 1st of the following year of the passing of this by-law, the amounts owing shall be added to the tax roll and shall become collectable in the same manner as municipal taxes as per Section 398 (2) of the *Municipal Act 2001 as amended*. An additional service charge of \$ 36.00 shall be added to each account number for transferring the data onto the municipal taxes.
 - 22) Where an illegal connection to the water service is found, the rates as set out in Schedule "A" to this By-Law shall be retroactive up to when the presumed by-pass took place as determined by the Treasurer.

- 23) In addition to Section 22) above there shall be a 25% additional administrative charge for the infraction.
- 24) The water services are payable at The Nation Municipality Office, Casselman, ON, or at the Satellite Office, Fournier, ON, and electronically through a registered financial institution.

EFFECTIVE DATE:

- 25) The provisions of By-Law 53-2021 as amended apply to all water serviced properties.
- 26) By-Law 9-2023 is hereby repealed.
- 27) This By-law shall come into force and take effect on January 1, 2024.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 29TH DAY OF JANUARY 2024.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO - Clerk

SEAL

SCHEDULE “A” TO BY-LAW 10-2024

Water Service Rates – St-Isidore Water System

The following rates are imposed on owners or tenants of each lot that is connected to the water system and is also connected to the wastewater system:

Water Service Rate per cubic meter (m³) of metered water consumption	
Billed per quarter – for connections to water & sewer services	
Fixed quarterly charge	\$137.18
Variable charge per m ³	
0 – 40 m ³	\$2.60
41 – 50 m ³	\$3.10
51 – 60 m ³	\$4.10
> 61 m ³	\$5.10

Water charges are based on municipal water service provided, as measured by volumetric reading of a municipal water meter which has not be illegally tampered with, or as otherwise established by the Municipality.

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 12-2024

BEING a by-law to provide for interim tax levies for the year 2024 for The Nation Municipality.

WHEREAS Section 8 of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended* states that the powers of a municipality under this or any other Act shall be interpreted broadly so as to confer broad authority on the municipality to enable to the municipality to govern its affairs as it considers appropriate;

AND WHEREAS Section 9 of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended* states that a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

AND WHEREAS Section 11 of *The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended* states that a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public;

AND WHEREAS section 317 of the *Municipal Act, 2001, as amended*, provides that the council of a local municipality, before the adoption of estimates for the year under section 290, may pass a by-law levying amounts on the assessment of property in the local municipality ratable for local municipality purposes;

AND WHEREAS Section 342(1a) of the Act authorizes a municipality to provide for the payment of taxes in one amount or by instalments and the date or dates in the year for which the taxes are imposed on which the taxes or installments are due;

AND WHEREAS Section 342(1b) of the Act authorizes a local municipality to provide for alternative instalments and due dates in the year for which the taxes are imposed other than those established under the previous recital to allow taxpayers to spread the payment of taxes more evenly over the year;

AND WHEREAS Section 345 of the Act authorizes a local municipality to impose late payment charges for the non-payment of taxes or any instalment by the due date;

AND WHEREAS Council of The Nation Municipality deems it appropriate to levy an interim tax rate on all ratable properties using the previous year's annualized assessment for the tax year of 2024 before the adoption of the estimates on the assessment of property in this municipality;

In this by-law the following words shall be defined:

“Act” shall mean the *Municipal Act, 2001 S.O. 2001, C.25, as amended*

“Collector” shall mean the person who collects the taxes

“Minister” shall mean the Minister of Finance;

“MPAC” shall mean the Municipal Property Assessment Corporation;

“Tax Adjustment” shall mean that an amount added directly to the year for which the charge was set;

“Treasurer” means the treasurer of a lower-tier municipality, or a person delegated the treasurer's powers and duties under s.286(5) of the Act.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of The Nation Municipality enacts as follows:

1. This by-law shall be in force as of January 1, 2024.
2. The amounts levied shall be levied subject to the rules set out in section 317(3) as follows:
 - 2.1. The amount levied on a property shall not exceed the prescribed percentage, or 50 per cent if no percentage is prescribed, of the total amount of taxes for municipal, county, and school purposes levied on the property for the year 2023.
 - 2.2. The percentage under paragraph 2.1 may be different for different property classes but shall be the same for all properties in a property class.
 - 2.3. For the purposes of calculating the total amount of taxes for the previous year under paragraph 2.1, if any taxes for municipal, county, and school purposes were levied on a property for only part of the previous year because assessment was added to the tax roll during the year, an amount shall be added equal to the additional taxes that would have been levied on the property if the taxes for the municipal and school purposes had been levied for the entire year.
 - 2.4. The Treasurer shall use the previous year's annualized assessments which consist of the previous year's returned roll received from MPAC, as well as any changes in assessments occurring throughout the year.
3. The provisions of this by-law apply in the event that assessment is added for the previous year to the collector's roll after the date this by-law is passed, and an interim levy shall be imposed and collected.
4. For all properties that have outstanding fees and charges for the supply of a public utility, the outstanding fees and charges up to the date of the passing this by-law shall be added to the tax roll in a tax adjustment manner under *Section 398 (2) of the Municipal Act*.
5. All taxes levied under this by-law shall be payable in the hands of the Collector in accordance with the provisions of this by-law.
6. There shall be imposed on all taxes a penalty for non-payment or late payment of taxes in default of the installment dates set out below. The penalty shall be one and one-quarter percent (1¼%) of the amount in default on the first day of default and on the first day of each calendar month during which the default continues, but not after the end of the previous year.
7. The interim tax levy imposed by this by-law shall be paid in two installments due on the following dates:
 - 7.1. One-half (1/2) thereof on the 22nd day of March of 2024, for every class;
 - 7.2. One-half (1/2) thereof on the 24th day of May of 2024, for every class.
8. The Treasurer shall send a tax bill to every assessed property owner. The tax bill will be sent to the assessed property owner's residence or place of business or to the premises in respect of which the taxes are payable, unless the taxpayer directs the Treasurer in writing to send the bill to another address, in which case it shall be sent to that address.

9. Upon written request by the taxpayer, the Treasurer may send a tax bill electronically in the manner specified by the municipality.
10. The tax bill, to be mailed at least 21 days before any taxes shown on the tax bill are due, shall contain the particulars provided for in this by-law and the information required to be entered in the Collector's roll under Section 343 of the *Municipal Act, 2001*.
11. The subsequent levy for the year 2024 to be made under the *Municipal Act* shall be reduced by the amount to be raised by the levy imposed by this by-law.
12. The provisions of section 317 of the Act, as amended, apply to this by-law with necessary modifications.
13. The Collector shall be authorized to accept part payment from time to time on account of any taxes due, and to give a receipt of such part payment, provided that acceptance of any such part payment shall not affect the collection of any percentage charge imposed and collectable under section 7 of this by-law in respect of non-payment or late payment of any taxes or any installment of taxes.
14. Under the provisions of section 347(3) of the Act, the Collector shall not accept a part payment on account of taxes in respect of which a tax arrears certificate is registered under this Act except under an extension agreement entered into under Section 378 of The Act.
15. Nothing in this by-law shall prevent the Collector from proceeding at any time with the collection of any tax, or any part thereof, in accordance with the provisions of the statutes and by-laws governing the collection of taxes.
16. In the event of any conflict between the provisions of this by-law and any other by-law, the provisions of this by-law shall prevail.
17. This by-law shall come into force and take effect on the day of the final passing thereof.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND DULY PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 29TH DAY OF JANUARY 2024.

Francis Brière
Mayor

Josée Brizard
CAO-Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 13-2024

BEING A BY-LAW for the Corporation of The Nation Municipality to amend By-Law 122-2015 regarding the Collection of Charges for Capital Costs to extend Water Distribution and Sanitary Sewer Services to Properties Serviced by the Village of Limoges.

THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality **ENACTS AS FOLLOWS:**

- 1.0 That By-Law 122-2015 be amended to include the following changes:
 - 1.1 Section 3.1 be amended by deleting "\$5,612.00" and adding "\$9,112.00".
 - 1.2 Section 3.2 be amended by deleting "\$5,752.00" and adding "\$8,652.00".
- 2.0 All other provisions of the By-law remain.
- 3.0 This By-Law shall come into force and effect on the day of its final passing and hereby repeals By-law No. 14-2023 as of this date.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 29TH DAY OF JANUARY 2024.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO - Clerk

SEAL

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2024-01-17 To 2024-01-30

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
14138	C	2024-01-30	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$7,981.50	O
14139	C	2024-01-30	160	FESTIVAL DE LA CURD	\$1,000.00	O
14140	C	2024-01-30	234	LALONDE SYLVAIN	\$900.00	O
14141	C	2024-01-30	288	MIKE'S LOCK SHOP	\$1,593.30	O
14142	C	2024-01-30	290	MINISTER OF FINANCE	\$139,156.00	O
14143	C	2024-01-30	311	OBOA GOLDEN TRIANGLE CHAPTER	\$25.00	O
14144	C	2024-01-30	315	ONTARIO AGGREGATE RESOURCES CORPORATION	\$5,120.21	O
14145	C	2024-01-30	430	WINDSOR SALT LTD.	\$41,302.74	O
14146	C	2024-01-30	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$10,838.40	O
14147	C	2024-01-30	435	THE PEPSI BOTTLING GROUP (CANADA) ULC	\$372.47	O
14148	C	2024-01-30	757	SOCIETE HISTORIQUE ET CULTURELLE DE ST-BERNARDIN	\$1,500.00	O
14149	C	2024-01-30	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$111.90	O
14150	C	2024-01-30	1195	JULIEN SAVAGE ELECTRIC INC.	\$475.73	O
14151	C	2024-01-30	1200	LE COIN DU LIVRE	\$218.69	O
14152	C	2024-01-30	1740	LANTHIER, PASCAL	\$200.00	O
14153	C	2024-01-30	1925	MAIN INDUSTRIAL SALES LTD	\$73.68	O
14154	C	2024-01-30	2078	NICHOLAS GÉNIER	\$100.00	O
14155	C	2024-01-30	2119	MARIO LAMOUREUX	\$1,000.00	O
14156	C	2024-01-30	2194	FLUENT INFORMATION MANAGEMENT SYSTEMS, INC	\$678.00	O
14157	C	2024-01-30	2559	RALPH LANDRY EXCAVATION INC.	\$7,262.96	O
14158	C	2024-01-30	2738	PASCAL DUPUIS	\$1,000.00	O
14159	C	2024-01-30	2792	LUC VALLIERES	\$100.00	O
14160	C	2024-01-30	3113	HAWKESBURY SERVICE TELECOM LTD.	\$496.30	O
14161	C	2024-01-30	3125	ACCESSEQUIP INC.	\$7,514.50	O
14162	C	2024-01-30	3217	QUESNEL EXCAVATION INC.	\$26,634.10	O
14163	C	2024-01-30	3298	EVB ENGINEERING	\$1,152.60	O
14164	C	2024-01-30	3311	MORGAN MCNAUGHTON	\$250.00	O
14165	C	2024-01-30	3314	PENNY LEE PREVOST	\$400.00	O
14166	C	2024-01-30	3317	BROECKX FANNY	\$200.00	O
14167	C	2024-01-30	3397	LIMOGES RECREATION COMMITTEE	\$1,430.47	O
14168	C	2024-01-30	3420	CANADIAN TIRE CASSELMAN #625	\$180.77	O
14169	C	2024-01-30	3426	JANICK MAINVILLE	\$300.00	O
14170	C	2024-01-30	3476	LANGEVIN ENTRETEN	\$610.20	O
14171	C	2024-01-30	3489	MICHEL LEPAGE	\$250.00	O
14172	C	2024-01-30	3490	KAYOKO TONO	\$100.00	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2024-01-17 To 2024-01-30

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
14173	C	2024-01-30	3492	TANIA FORGUES	\$157.24	O
14174	C	2024-01-30	3493	ALLIED MEDICAL INSTRUMENTS INC	\$784.21	O
14175	C	2024-01-30	3495	JEREMY VAL	\$100.00	O
14176	C	2024-01-30	3497	FRANCOIS GOSSELIN	\$50.00	O
14177	C	2024-01-30	3498	LAPENSEE GILLES	\$50.00	O
14178	C	2024-01-30	3500	MARC LAUZON	\$100.00	O
14179	C	2024-01-30	3501	FERMES SOULIGNY FARMS	\$847.50	O
14180	C	2024-01-30	3505	UNIVERSAL WELDING (2846401 ONTARIO INC.)	\$35,000.00	O
66094	E	2024-01-30	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$953.83	O
66095	E	2024-01-30	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$40.04	O
66096	E	2024-01-30	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$2,576.75	O
66097	E	2024-01-30	71	BYTOWN LUMBER	\$211.55	O
66098	E	2024-01-30	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$2,814.02	O
66100	E	2024-01-30	80	MAXIBURO LTEE	\$1,160.50	O
66101	E	2024-01-30	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$825.02	O
66102	E	2024-01-30	101	LBEL INC	\$175.15	O
66103	E	2024-01-30	116	UNIAG COOPERATIVE	\$265.66	O
66104	E	2024-01-30	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$3,587.78	O
66105	E	2024-01-30	145	ELECTROTEK INC	\$2,532.19	O
66106	E	2024-01-30	151	AEBI SCHMIDT CANADA INC.	\$864.14	O
66107	E	2024-01-30	158	FERNAND DENIS INC	\$973.97	O
66108	E	2024-01-30	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$68.37	O
66109	E	2024-01-30	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$3,258.85	O
66110	E	2024-01-30	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$16,457.86	O
66111	E	2024-01-30	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$830.95	O
66112	E	2024-01-30	238	LAPOINTE DRAINAGE	\$2,884.33	O
66113	E	2024-01-30	264	LEVAC PROPANE INC	\$13,965.77	O
66114	E	2024-01-30	281	EGIS CANADA LTD	\$18,950.39	O
66115	E	2024-01-30	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$41,816.26	O
66116	E	2024-01-30	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$420.11	O
66117	E	2024-01-30	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$651.50	O
66118	E	2024-01-30	402	SOUTH NATION CONSERVATION DE LA NATION SUD	\$570.00	O
66119	E	2024-01-30	414	STELM DIV. D'EMCO CORPORATION	\$6,482.82	O
66120	E	2024-01-30	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$420.42	O
66121	E	2024-01-30	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$136,482.68	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2024-01-17 To 2024-01-30

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
66122	E	2024-01-30	455	USTI CANADA INC	\$345.51	O
66123	E	2024-01-30	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
66124	E	2024-01-30	459	VICE & HUNTER LLP	\$4,186.86	O
66125	E	2024-01-30	470	WALKERTON CLEAN WATER CENTRE	\$1,423.80	O
66126	E	2024-01-30	537	AUTO SELECT CASSELMAN	\$3,013.39	O
66127	E	2024-01-30	835	ACCESS COPYRIGHT	\$169.50	O
66128	E	2024-01-30	857	HUNEALT PORTES DE GARAGE DOORS INC	\$1,548.10	O
66129	E	2024-01-30	954	CDW CANADA INC.	\$891.87	O
66130	E	2024-01-30	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$2,716.86	O
66131	E	2024-01-30	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$846.09	O
66132	E	2024-01-30	1276	CAPITAL CONTROLS	\$2,070.73	O
66133	E	2024-01-30	1375	ALIMPLUS INC	\$1,139.01	O
66134	E	2024-01-30	1386	REGULVAR CANADA INC	\$186.45	O
66135	E	2024-01-30	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$674.85	O
66136	E	2024-01-30	1868	ULINE CANADA CORPORATION	\$1,192.82	O
66137	E	2024-01-30	2019	QMI-SAI CANADA LIMITED	\$1,582.00	O
66138	E	2024-01-30	2261	MD AUTO CARE INC	\$639.64	O
66139	E	2024-01-30	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$31,328.66	O
66140	E	2024-01-30	2534	CAROLINE PRÉVOST	\$350.00	O
66141	E	2024-01-30	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$226.00	O
66142	E	2024-01-30	3074	ONTARIO WASTE MANAGEMENT ASSOCIATION	\$657.66	O
66143	E	2024-01-30	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$131.06	O
66144	E	2024-01-30	3218	AMAZON BUSINESS	\$2,216.06	O
66146	E	2024-01-30	3225	PITNEY WORKS	\$1,230.92	O
66147	E	2024-01-30	3444	CARRUTHERS JANICE	\$1,000.00	O
66148	E	2024-01-30	3506	ESCRIBE SOFTWARE LTD	\$14,271.90	O
BELL CANADA	E	2024-01-30	43	BELL CANADA	\$1,974.48	O
BELL CANADA	E	2024-01-30	46	BELL CANADA	\$1,511.79	O
BELL MOBILITY INC.	E	2024-01-30	47	BELL MOBILITY INC.	\$3,153.18	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	2024-01-30	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$41,579.52	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2024-01-30	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$151.74	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2024-01-30	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$756.95	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	2024-01-30	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$222.89	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2024-01-17 To 2024-01-30

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
PETRO-CANADA SUPERPASS	E	2024-01-30	3449	PETRO-CANADA SUPERPASS	\$286.08	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2024-01-30	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$70,547.12	O
SHAW DIRECT	E	2024-01-30	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
THE BEER STORE	E	2024-01-30	42	THE BEER STORE	\$4,049.97	O
VISA DESJARDINS	E	2024-01-30	465	VISA DESJARDINS	\$53,498.46	O
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	E	2024-01-30	474	WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	\$20,111.23	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2024-01-30	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$813.16	O
Cleared					\$0.00	
Total					\$832,279.93	

Donation request form

Organization's Name

Le Bac a dons

Mailing Address

[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Karine rose

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- One activity / event

Amount Requested

1000

Name of activity or list of activities

This request is to help support our yearly Christmas Baskets for 2024. Every year we spend between 10-12000\$ for local families and The Nation has always supported our projects. Thank you so much!

Description of activity / activities' summary:

Christmas baskets for families in need in the st isidore area. They each get between 250-450\$ of food to last all of the holidays +

Activity Start Date

12/14/2024

Location of activity / activities

4563 Ste Catherine, St Isidore

Is admission free?

- Yes

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

Publicity on facebook and in every basket given.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

Union Culturelles des Franco Ontarienne

Adresse postale

[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Nom de la personne ressource

Nicole Beauchesne

Téléphone

[REDACTED]

Adresse courriel

[REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Activité pour l'année

Montant demandé

500

Cas échéant: si le montant demandé est plus que l'année précédente, veuillez justifier

Non c'est le même montant que l'année précédente.

Nom de l'activité ou liste des activités

Pour aider a défrayer les coût de la location du local pour faire nos reunion.

Description de l'activité ou liste des activités

Nous avons à peu près 15 réunions par année.

Date de début de l'activité

01/24/2024

Endroit(s) de l'activité / des activités

Église de St Isidore

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Non

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Notre organiste fait beaucoup de bénévolat pour notre paroisse et informé les membres de toutes les nouveautés de notre municipalité. Grasse à se don nous allons pouvoir défrayer le coût de la salle pour nos rencontres et nos activités. Sa aide à sortir les membres de l isolement. Merci

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Julie Langlois-Caisse

From: Riceville Agricultural Society <info@cinnamontoast.ca>
Sent: 18 janvier 2024 13:03
To: Josée Brizard; Admin
Subject: Externe-External: New submission from Donation Request

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.

Donation request form

Organization's Name

Riceville Agricultural Society

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Tobias Hovey

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

\$2500

Name of activity or list of activities

Riceville Fair, Valentine's and Mother's Day Brunch, Christmas Market, Back Yard BBQ, and new event that we are working on for 2024 is, Mini modified tractor pulls. This is a partnership with a new group starting a pulling circuit in Eastern Ontario and were looking for a place to host some of their pulls.

Description of activity / activities' summary:

First and fourth-most, we host activities/experiences for the citizens of The Nation to be able to take part in locally. Furthermore, we keep agriculture close to our hearts and promote all the goodness that comes out of agriculture. As of late, we have opened our ground to be available for persons, groups, and other associations to host their own events locally without the expense monetarily or in time to upkeep such a venue.

Activity Start Date

02/11/2024

Location of activity / activities

-Fair Grounds - 4029 County Road 16, Riceville
-St-Bernadin Rec Center
-Fournier Hall

Is admission free?

- Yes

If yes, what is the admission fee?

Various fees depending on the event and age of participant - \$5 - \$20

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

Fair - 4'x8' sign, mention during our fair events
Brunches, markets and other events on grounds, we have all supporters logos on a 4'x8' sign as a thank you for support.

If the amount requested is more than \$1,000.00, please explain how the money will be used. A financial report may be requested by Council.

Every year we re-invest in our grounds to make our grounds more accessible, safe, and versatile for a variety of events. This year we plan to work on ground leveling for our food court area, drainage for parts of the grounds that are experiencing light flooding and erosion, and new lighting in our Show Hall.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Julie Langlois-Caisse

From: TMJ Construction Inc. <info@cinnamontoast.ca>
Sent: 18 janvier 2024 10:20
To: Josée Brizard; Admin
Subject: Externe-External: New submission from Donation Request

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from sources external to the organization. Do not click on links or open attachments unless your recognize the sender and know the content is safe.

Donation request form

Organization's Name

TMJ Construction Inc.

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Cedric Lavigne

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- One activity / event

Amount Requested

1000.00

Name of activity or list of activities

Comme les 3 dernières années, TMJ Construction fera la levée de fonds pour offrir des cadeaux de Noel aux enfants de l'hopital CHEO en décembre 2024. La Municipalité de la Nation a été très généreuse de participer depuis plusieurs années et nous en sommes vraiment reconnaissants.

Description of activity / activities' summary:
Achat de cadeaux de Noel pour les enfants de l'hopital CHEO selon leur liste de besoins immédiats. Parfois leur besoin est aussi des cartes cadeaux pour le bien être des premiers répondants de l'hopital ou des items pour aider les parents des enfants malades (passes de stationnements, etc)
Activity Start Date
10/01/2024
Location of activity / activities
Limoges, Embrun, St-Isidore, Casselman.
Is admission free?
<ul style="list-style-type: none">• Other
If yes, what is the admission fee?
n/a
Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?
Pour 2023, nous avons fait un post Facebook pour remercier tout les donateurs.
If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council
Yes



**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Annexe B

Section A – Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Comité de la Guignolée de Limoges

Adresse postale : 1975 Rue Calypso, Limoges, On, K0A 2M0

Numéro de téléphone: 873-354-5723. Fax ou courriel: carl@dorbinar.ca

Nom de la personne ressource : Carl Létourneau

Numéro tél. de la personne ressource : 873-354-5723. Courriel : carl@dorbinar.ca

Section B – Sommaire de la demande

Votre demande est pour: Une activité / événement; Activités pour l'année;

À noter qu'un seul don sera remis par organisation par année.

Montant demandé : 2000.00 \$

Si le montant est plus que l'année précédente, veuillez justifier : Explosion de la demande d'aide alimentaire aux banques alimentaires et arrivée de nombreux immigrants en besoin d'aide alimentaire.

Nom de l'activité ou liste des activités : Paniers de Noel

Description de l'activité ou liste des activités : Nous préparons des paniers de Noel (Épicerie) et anges de Noel pour fournir de l'aide alimentaire pour la période des fêtes aux familles dans le besoin. En 2023, nous avons aidé 50 familles pour un total de 208 personnes.

Date de début / fin de l'activité ou dates des activités : 16 novembre au 23 décembre de chaque année..

Endroit(s) de l'activité / des activités : Limoges

Est-ce que vous chargez un frais d'admission? Oui / Non, le frais est [Click here to enter text.](#) \$.

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue : Nous effectuons publications Facebook en remerciant les organismes qui ont donné.

Si la somme remise à l'organisme est plus de 500 \$, il est requis d'envoyer un rapport décrivant comment les fonds ont été utilisés pour votre événement ou vos événements.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation : Oui / Non



2024-01-21

Signature du requérant

Date

5

N'oubliez pas de soumettre votre activité à communication@nationmun.ca afin qu'elle puisse être ajoutée à notre calendrier des événements communautaire!



CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018

Annexe B

Section A – Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Click here to enter text.

UCFO St-Albert

Adresse postale : Click here to enter text.

Numéro de téléphone: Click here to enter text. Fax ou courriel: Click here to enter text.

Nom de la personne ressource : Click here to enter text.

GINETTE QUESNEL

Numéro tél. de la personne ressource : Click here to enter text. Courriel : Click here to enter text.

Section B – Sommaire de la demande

Votre demande est pour: Une activité / événement; Activités pour l'année;

À noter qu'un seul don sera remis par organisation par année.

Montant demandé : Click here to enter text. \$500.00

Si le montant est plus que l'année précédente, veuillez justifier : Click here to enter text.

Nom de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Création d'articles pour dans
aux hôpitaux + sans abris

Description de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Date de début / fin de l'activité ou dates des activités : Click here to enter text.

Vos membres confectionnent
des couvertures, tiques, mitaines, foulards

Toute l'année

Endroit(s) de l'activité / des activités : Click here to enter text.

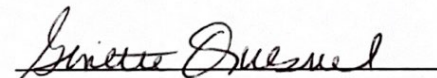
Est-ce que vous chargez un frais d'admission? Oui / Non, le frais est Click here to enter text. \$.

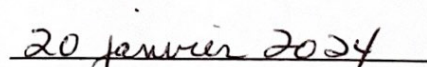
Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue : Click here to enter text.

le mentionné lors de nos dons + exposition de nos travaux

Si la somme remise à l'organisme est plus de 500 \$, il est requis d'envoyer un rapport décrivant comment les fonds ont été utilisés pour votre événement ou vos événements.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation : Oui / Non


Signature du requérant


Date

N'oubliez pas de soumettre votre activité à communication@nationmun.ca afin qu'elle puisse être ajoutée à notre calendrier des événements communautaire!

Pourquoi est-ce que UCFO ne fait pas partie des groupes s qui reçoivent un don annuellement?

Donation request form**Organization's Name**

Limoges Recreation Committee

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Peggy O'Meara

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary**Your request is for**

- Activities for the year

Amount Requested

2,500

Name of activity or list of activities

June 22- Community Day in the Park
Nov. 2 Casino Night

Description of activity / activities' summary:

Community day-activities in Rodolphe Latreille Park for the community and surrounding area. Family activities such as bounce castles, face painting, Baseball tournament, live band, fireworks, Casino Night-a night out for adults, band, casino tables(no money gambling)

Activity Start Date

06/22/2024

Location of activity / activities

Community day-Rodolphe Latreille Park in Limoges
Casino Night-The Nation Sports Complex (GFL Hall)

Is admission free?

- Other

If yes, what is the admission fee?

no admission for community day, Admission for Casino night (\$25.00)

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

our social media pages, signage at the events, during our "thank you to our sponsors" speech at the events.

If the amount requested is more than \$1,000.00, please explain how the money will be used. A financial report may be requested by Council.

\$2,000. for Community day to cover some of the cost for the youth activities (bounce castles, entertainment, and other planned activities.
\$500. for Casino night to cover cost some of the cost of food, casino table rentals,band

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2024-01-24

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Russell Meadows	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2024-01-22		2024-01-22
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	Influenza A	2024-01-22		2024-01-22
Southbridge Cornwall - Tree Haven	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-01-22		2024-01-22
St Joseph Continuing Care Centre	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2024-01-17		2024-01-17
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-01-16		2024-01-19
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	Influenza B	2024-01-15		2024-01-15
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	COVID-19	2024-01-15	2024-01-22	2024-01-22
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	Influenza A	2024-01-11		2024-01-15
McGill Manor 2	Hawkesbury	Respiratoire	Influenza A/Influenza B	2024-01-11		2024-01-15
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	Influenza A	2024-01-11		2024-01-15
Hawkesbury General Hospital - B2 North	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2024-01-11	2024-01-19	2024-01-19
Le Pavillon - Retirement Home	Embrun	Respiratoire	COVID-19	2024-01-10		2024-01-10
Maxville Manor	Maxville	Respiratoire	Influenza A	2024-01-08	2024-01-15	2024-01-15
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	COVID-19	2024-01-05		2024-01-05
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2024-01-04		2024-01-04
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	Entérovirus/Rhinovirus	2024-01-03	2024-01-23	2024-01-23
Valoris Bertha	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2024-01-03	2024-01-10	2024-01-10
The Palace Long Term Care	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2024-01-03	2024-01-10	2024-01-10
Jardins Belle Rive	Rockland	Respiratoire	COVID-19	2023-12-27	2024-01-10	2024-01-10
Auberge Plein Soleil	Alfred	Respiratoire	COVID-19	2023-12-19	2024-01-15	2024-01-15
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Respiratoire	Parainfluenza	2023-12-18	2024-01-17	2024-01-17
Heartwood LTC	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-12-18	2024-01-18	2024-01-18

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

Depuis mai 2023, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents/patients, reliés par un lien épidémiologique (ex. un même étage ou unité), chacun ayant un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif dans une période de 7 jours où il est raisonnable de croire que l'infection s'est développée dans le milieu.

Activité grippale dans la région

Il y a des cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

-
- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
 - [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.



January, 11 2024

In This Issue

- AMO has moved!
- Survey: Help advance Ontario's modular housing sector.
- Applications open: Rural Transit Solutions Fund.
- ROMA Conference 2024: Pre-register by January 15.
- AMO Education 2024.
- Come to the City of Orillia for the 2024 OSUM Conference and Trade Show.
- Blog: Three Strategies to Streamline Ontario Municipal FOI Programs.
- Free webinar - Check out the latest version of RETScreen Expert!
- Helpful condo living tips for Ontario residents.
- Data standards for planning and development applications.
- IESO Procurement #2 - Feedback on proposed process.
- Register for IESO's energy webinars.
- Future of Aging Summit in May 2024.
- Careers: AMO, The Nation Municipality and City of Peterborough.

AMO Matters

AMO's new address:

*Association of Municipalities of Ontario (AMO)
155 University Ave, Suite 800
Toronto, ON, M5H 3B7*

Telephone and fax remain the same. Please amend your records with our new address.

Provincial Matters

The province is conducting a [survey](#) to shape the development of a modular housing strategy. Share your insights on barriers and opportunities for modular and innovative home construction by Feb 4, 2024.

Federal Matters

Infrastructure Canada is now accepting applications for the Planning and Design Projects Stream of the Rural Transit Solutions Fund (up to \$50,000). Visit their [website](#) for information and [webinar dates](#).

Education Opportunities

There is still time to register for the ROMA 2024 Conference! [View the program](#) and [register](#) before January 15th. On-site registration rates will apply as of Sunday, January 16.

AMO has developed a number of new educational opportunities for its members to continue to learn and advance your leadership skills and understanding of critical matters as municipally elected officials. You can see everything available to you in AMO Education [here](#).

Mark May 1 - 3 in your calendar for the OSUM 2024 Conference in Orillia. Check back [here](#) for more information soon.

LAS



As a municipal leader, you may have noticed that your front-line Freedom of Information staff are working harder than ever. This week's [blog](#) suggests ways to ease the process while staying on budget.

Thinking of a low carbon retrofit but need a software to model your project? [RETScreen International](#) and LAS are offering a free municipal-focused webinar to showcase the latest version of RETScreen Expert. Space is limited so be sure to [register today](#). Attendees will receive a free 14-day RETScreen trial license.

Municipal Wire*

The Condominium Authority of Ontario's [2024 Winter Information Kit](#) offers useful and shareable tips to help Ontario condo residents navigate the ins and out of condo living this season.

The Digital Governance Standards Institute has opened public review on [terminology](#) and planning application [data fields](#) that establishes consistency in data requirements for planning and development applications in Ontario.

IESO is [seeking feedback](#) on the proposed next round of procurements for energy projects including requirements for municipal support prior to applications being submitted.

The Independent Electricity System Operator will host [two webinars on January 15 & 17, 2024](#) for municipalities and Indigenous communities to learn about Ontario's energy transition and new initiatives underway.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, 2024 will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Careers

[Policy Intern - AMO](#). Closing Date: January 22, 2024

[Chief Administrative Officer - The Nation Municipality](#). Closing Date: January 26, 2024

[Program Manager, Facilities Preventive Maintenance - City of Peterborough](#). Closing Date: January 17, 2024



January, 18 2024

In This Issue

- AMO podcast: Looking back and moving forward.
- Webinars for New Housing Enabling Water Systems Fund.
- Survey: Help advance Ontario's modular housing sector.
- Applications open: Rural Transit Solutions Fund.
- AMO Education 2024 - February workshops.
- New Year's resolution - Upgrade LEDs in municipal buildings!
- Free webinar - Check out the latest version of RETScreen Expert!
- Climate change resources for residents.
- Helpful condo living tips for Ontario residents.
- Data standards for planning and development applications.
- IESO Procurement #2 - Feedback on proposed process.
- Future of Aging Summit in May 2024.
- Careers: AMO, Windsor and Simcoe.

AMO Matters

[Listen to the AMO ON Topic podcast](#) for a look back at our work in 2023. In 2024, AMO is calling on the province to work with us on a social and economic prosperity review.

Provincial Matters

Join free webinars to get [Housing Enabling Water Systems Fund](#) details. [Register](#) for the January 24 program overview session. Registration for the February session to be shared later.

The province is conducting a [survey](#) to shape the development of a modular housing strategy. Share your insights on barriers and opportunities for modular and innovative home construction by Feb 4, 2024.

Federal Matters

Infrastructure Canada is now accepting applications for the Planning and Design Projects Stream of the Rural Transit Solutions Fund (up to \$50,000). Visit their [website](#) for information and [webinar dates](#).

Education Opportunities

Registration is now open for the following February AMO Education workshops: Antisemitism: Then and Now, Municipal Codes of Conduct: Essential to Good Governance, Councillor Training 101. [View full details](#) on these and all the AMO Education offerings.

LAS

Is updating your lighting systems on your list of New Year's resolutions? We've got a program for that! From interior lighting to baseball diamonds/outdoor lights, the [LAS Facility Lighting Service](#) is an easy choice. [Contact us](#) for a free quote.

Thinking of a low carbon retrofit but need a software to model your project? [RETScreen International](#) and LAS are offering a free municipal-focused webinar to showcase the latest version of RETScreen Expert. Space is limited so be sure to [register today](#). Attendees will receive a free 14-day RETScreen trial license.

Municipal Wire*

The Intact Centre for Climate Adaptation has [released resources for municipalities](#) on basement flooding, extreme heat and wildfire protection to be shared through municipal websites and tax notices.

The Condominium Authority of Ontario's [2024 Winter Information Kit](#) offers useful and shareable tips to help Ontario condo residents navigate the ins and out of condo living this season.

The Digital Governance Standards Institute has opened public review on [terminology](#) and planning application [data fields](#) that establishes consistency in data requirements for planning and development applications in Ontario.

IESO is [seeking feedback](#) on the proposed next round of procurements for energy projects including requirements for municipal support prior to applications being submitted.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, 2024 will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Careers

[Policy Intern - AMO](#). Closing Date: January 22, 2024

[Commissioner, Corporate Services - City of Windsor](#). Closing Date: February 16, 2024

[City Engineer & Commissioner, Infrastructure Services - City of Windsor](#). Closing Date: February 16, 2024

[Senior Accounting Clerk - County of Simcoe](#). Closing Date: February 5, 2024

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlangois-caisse@nationmun.ca.

To continue receiving our emails, add us to your address book.

January 22, 2024

Please be advised that during the regular Council meeting of January 16, 2024 the following motion regarding support for the Province to expand the life span of fire apparatus, specifically pertaining to the replacement of fire trucks due to insurance requirements was carried:

RESOLUTION NO. 2024-46

DATE: January 16, 2024

MOVED BY: Councillor Nieman

SECONDED BY: Councillor Branderhorst

WHEREAS By-Law 3256-2013, being a By-Law to Establish, Maintain, and Operate a Fire Department established service level standards for the Corporation of the County of Prince Edward Fire Department;

AND WHEREAS apparatus and equipment are directly tied to the delivery of fire protection services authorized by Council in By-Law 3256-2013, and a safe, reliable and diverse fleet is required to serve operational needs;

AND WHEREAS fire Apparatus is governed by industry best practices, the application of law and recognized industry partners, including the Ontario Fire Service Section 21 Guidance Notes, National Fire Protection Association Standards, The Occupational Health and Safety Act, and Fire Underwriters Survey (FUS);

AND WHEREAS Fire Underwriters Survey (FUS) is a provider of data, underwriting, risk management and legal/regulatory services focusing on community fire-protection and fire prevention systems in Canada, establishing apparatus replacement schedules based on safety and risk mitigation practices;

AND WHEREAS on November 16, 2023, Council, received report FD-06-2023 regarding asset Management - Fire Apparatus Fleet Report and noted the budgetary pressures of meeting FUS replacement schedules;

AND WHEREAS no provincial funding is available for new fire trucks, yet, small and rural municipalities must meet the same standards set by FUS as larger municipalities for fire equipment, including additional pressure to move fire trucks out when they reach a specific age, even though they can still meet the safety regulations;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of Prince Edward County direct the Mayor to draft a letter to MPP Minister Todd Smith requesting a meeting to discuss the life span of fire apparatus, specifically pertaining to the replacement of fire trucks due to insurance requirements; and

THAT the Mayor draft a letter to FUS requesting the creation of a new community fire-protection and fire prevention insurance system that does not put all municipalities under the same umbrella, with distinct categories for rural and urban municipalities;

THAT this resolution be sent to Premier Doug Ford, the Honourable David Piccini, Minister of Labour, Immigration, Training and Skills Development, Paul Calandra, Minister of Municipal Affairs and Housing requesting a response on this matter within 30 days of receipt; and

THAT this resolution be shared with all 444 municipalities in Ontario, The Federation of Canadian Municipalities (FCM), The Association of Municipalities Ontario (AMO), and The Eastern Ontario Wardens' Caucus (EOWC).

CARRIED

Yours truly,



Catalina Blumenberg, **CLERK**

cc: Mayor Steve Ferguson, Councillor Nieman, Councillor Branderhorst, Marcia Wallace, CAO and Fire Chief Chad Brown



January 10, 2024

Hon. Todd McCarthy
Ministry of Public and Business Service Delivery
777 Bay Street, 5th Floor
Toronto ON M5B 2H7

SENT ELECTRONICALLY

Todd.McCarthy@pc.ola.org

Re: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support Request

Please be advised that at its meeting of January 9, 2024, the Council of the Corporation of the Township of Wainfleet passed the following motion:

“**THAT** the Township of Wainfleet receive C-2023-430 from the Township of Clearview and C -2023-442 from the Township of Tay regarding cemeteries and that we send a resolution of support for their correspondences to all appropriate parties.”

Should you have any questions, please contact me at achrastina@wainfleet.ca or 905-899-3463 ext. 224.

Regards,



Amber Chrastina
Deputy Clerk

Cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar
MPP Niagara West, Sam Oosterhoff
Ontario Municipalities



Staff Report

To: Mayor and Council

From: Sasha Helmkey, Clerk/Director of Legislative Services

Date: December 11, 2023

Subject: Report # LS-032-2023 – Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Recommendation

Be It Resolved that Council of the Township of Clearview hereby receives Report LS-032-2023 (Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support) dated December 11, 2023; and,

Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Clearview requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Brian Saunderson and all Ontario municipalities.

Background

Under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed.

Over the last decade there appears to be a trend where cemeteries in Ontario are being transferred, whether through abandonment or a mutually agreed upon transfer, to the care and control of municipalities. This is often seen when there is a breakdown in existing cemetery boards and/or when churches cease operations. For many existing private cemetery boards their board members and volunteers are aging and are unable to assist with the operations and maintenance of the cemetery any longer. Finding new members proves to be difficult for these boards to continue. In addition to aging board members, there are other issues that are contributing to the increase in cemetery transfers:

- high maintenance costs
- inaccuracy of records
- lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery

- increased regulatory processes that require ongoing training for selling of interment rights, and the financial operation of the care and maintenance fund, etc.

Township Owned Cemeteries

The Township of Clearview currently owns and operates nine (9) cemeteries within its geographic boundaries. Out of these nine cemeteries, four (4) are considered active meaning that there are still interment rights to be sold, or burials to take place. Below is a chart outlining these cemeteries and their status:

Cemetery Name	Address	Status
Batteau Hill Cemetery	2670 County Road 124, Duntroon	Inactive
Bethel Union Cemetery	2249 Creemore Avenue, New Lowell	Inactive
Dunedin Union Cemetery	9 Turkeyroost Lane, Dunedin	Active
Duntroon Pioneer Cemetery	2870 County Road 124, Duntroon	Inactive
Lavender Cemetery	827103 Mulmur/Nottawasaga Townline, Creemore	Active
Old Zion Presbyterian Church Cemetery	6130 Highway 26, Sunnidale Corners	Inactive
Second Line Nottawasaga Cemetery	2279 County Road 42, Stayner	Active
Stayner Union Cemetery	7661 Highway 26, Stayner	Active
Zion Presbyterian Church Cemetery	12358 County Road 10, Sunnidale Corners	Inactive

For the Dunedin and Stayner Union Cemetery, the Township looks after the maintenance and burials through a third-party contractor. The maintenance and burials for the Lavender Cemetery are conducted through the Board. For the Second Line Nottawasaga Cemetery all the interment rights have been sold, but there remains one burial to be completed. The cost to maintain an active cemetery is expensive. Although burial costs and the installation of markers, etc. are cost recovery through the purchaser, grounds maintenance is not.

Inactive cemeteries still require consistent grounds maintenance, which includes any monument restoration for health and safety, and record searches for the public register.

Comments and Analysis

When analyzing the number of cemeteries that Clearview Township currently owns and operates, maintenance and administration is a large undertaking. To add any additional cemeteries by way of transfer or abandonment will only compound the issues the Township is already facing. In the past year, the Township has been approached by two separate entities regarding possible cemetery transfers. When a board or cemetery transfers ownership to the municipality, the issues are transferred with it. Municipalities are not immune to the same concerns. It becomes a strain on municipal resources, financially, administratively, and operationally.

Administrative Impact

From an administrative perspective the management of four active cemeteries is both time consuming and complex. No interment is the same, and providing good customer service takes time especially for those making arrangements while also dealing with grief. Administrative tasks include but are not limited to: interment right sales and mapping, burial contracts and scheduling, monument placement, historical record searches, plot and monument staking, fees and charges review, family transfers of interment rights and annual reporting to the Bereavement Authority of Ontario (BAO).

- **Incomplete records**

Often the records accepted by the Township from a dissolved cemetery board or church are incomplete and disorganized. This is no fault of the previous board members, as they are also often operating with limited resources. However, it does make it difficult to manage the cemetery post-transfer when records are sparse. Understanding which plots are occupied and by who is critical to the sound management of a cemetery. Unfortunately, this is not made possible in all cases because of incomplete records. In addition, records received during a transfer usually are maintained under different records management standards and are often organized and named inconsistently. Adaptation to Township records keeping practices takes time.

- **Lack of human resources**

Cemetery management is a highly regulated professional field, with the responsibility of which is often placed on public sector employees who may have limited knowledge of cemeteries in general. With reduced resources within municipalities especially rural ones, the management of cemeteries often becomes a secondary responsibility to another position. There is also a lack of affordable training available for municipal employees who are required to abide by regulations set out by the FBCSA and the BAO.

- **Increased regulatory processes**

Annual reporting requirements of the BAO can be extensive and complex. This includes monitoring the number of interments, the transfers to the Care and Maintenance Fund (C&M), and how the C&M fund can be used. There are also regulations pertaining to maintaining a public register, how sales are to be conducted and strict guidelines on Cemetery By-law approvals, and expansions including the erection of columbaria structures.

- **Inconsistent cemetery regulations**

Cemeteries can have many different regulations related to plot size, number of burials allowed in a given plot, monument size, what types of flowers/shrubs are allowed to be installed near a headstone etc. The transfer of different cemeteries having inconsistent regulations can make it difficult to adapt management practices in order to maintain original cemetery operational standards.

Operational Impact

Similarly, from an operational perspective the grounds maintenance of cemeteries, whether active or inactive, is both time consuming and complex. A key issue when analyzing the maintenance component of cemetery management is the lack of financial resources to support the operation. Cemetery maintenance includes, but is not limited to: grass cutting (whipper snipping around monuments), tree and shrub maintenance, monument and corner stone maintenance, water pipe and washroom monitoring, and general upkeep of cemetery grounds (removal of debris, etc.).

- **High maintenance costs**

As with many services, there are rising costs to contend with. Municipalities have adopted different models to address the maintenance of such, with third party contractors being commonly used or it becomes the responsibility of an internal department such as Parks & Recreation. Regardless the model, the costs have increased significantly over the last decade with equipment purchases/upgrades, insurance requirements for third-party contractors, and the time it takes to cut the grass and whipper snip around monuments. To put it into perspective, the Stayner Union Cemetery with the expansion is 25 acres with monuments to manoeuvre around during ground care. Other considerations for maintenance includes monument restoration and ensuring that they are not deteriorated to the point where they are unsafe. This is important for older cemeteries where restoration hasn't been provided in the past and there are many deteriorating monuments.

- **Cost of cemetery management software**

Cemetery Management Software can help municipalities manage cemetery records, including plot sale contracts, interment rights certificates, and regulatory reporting.

However, these software solutions are often expensive and require a large amount of staff time to implement especially with incomplete data and records. These software solutions range in price from \$5,000 to \$100,000 with annual maintenance costs. This investment in software can be a large budget request and one that would need to be supported from taxation with the limited funds in cemetery general accounts.

- **Inadequate Care and Maintenance funds**

When the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA) was enacted, it stipulated that a care and maintenance fund for a cemetery shall be established. A cemetery operator is required to make contributions to the fund from the sale of in-ground graves, crypts, tombs, niches, scattering rights and monument installation. The contribution is prescribed under the FBCSA and differs dependant on the interment type. The idea is that the fund (income earned from the fund - interest) pays for maintenance costs after a cemetery has stopped making sales. In reality, this concept does not produce enough funds to maintain a cemetery. Looking at the Stayner Union Cemetery as an example, for the very basics (grass cutting and whipper snipping) the interest from the care and maintenance fund does not provide enough monies to maintain the cemetery for the 7 months it's required. In addition, the care and maintenance fund is also to be utilized for the stabilization, maintenance and security of markers. Cemeteries are not self funding, and maintenance of such is becoming a larger budget concern.

Support Request

Cemetery transfers and abandonments have been an ongoing concern for Clearview Township for many years. When you look at the large geography of the Township there are many cemeteries within the boundaries that have the potential to be transferred. To gauge the concern of other municipalities on this issue, staff addressed it at a Simcoe County Clerks group discussion. Many neighbouring municipalities expressed that they were dealing with the same issues and have also been approached by different external entities on possible transfers.

As result of the discussion, it was agreed that to assist with the real concerns with transfers and abandonments of cemeteries, it's vital that the Province provide assistance to adequately support this infrastructure. Support can be provided in many different forms, with staff making the following recommendations for the Ministry of Public and Business Service Delivery and the BAO:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;

- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

There is not one solution to solve all the issues, but at the very least it's important to identify the concerns and have open and real discussions at the provincial level on what support can be provided.

Clearview's Strategic Plan

The above initiative supports the following strategic pillars:

- Governance

Financial Implications

It is difficult to identify an exact dollar amount that can be attributed to a cemetery transfer/abandonment to the municipality. Every transfer is different and depends on a multitude of factors beginning with the cemetery status (active/inactive), acreage, care and maintenance fund (if any), maintenance of records, etc. What is being recommended by staff by way of support from the province is not meant to erase the costs entirely, but rather, to alleviate the financial burden in some capacity.

Report Appendices

Not applicable.

Approvals

Submitted by:	Sasha HelmKay, B.A., Dipl. M.A., AOMC, Clerk/Director of Legislative Services
Reviewed by:	Krista Pascoe, Deputy Clerk
Financial Implications Reviewed by:	Kelly McDonald, Treasurer
Approved by:	John Ferguson, CAO



CLEARVIEW
TOWNSHIP

Clerk's Department
Township of Clearview
Box 200, 217 Gideon Street
Stayner, Ontario L0M 1S0
clerks@clearview.ca | www.clearview.ca
Phone: 705-428-6230

December 12, 2023

File: C00.2023

Hon. Todd McCarthy
Ministry of Public and Business Service Delivery
777 Bay Street, 5th Floor
Toronto ON M5B 2H7

Sent by Email

RE: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Please be advised that Council of the Township of Clearview, at its meeting held on December 11, 2023, passed a resolution regarding Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support as follows:

Moved by Councillor Walker, Seconded by Councillor Broderick, Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

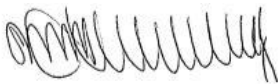
Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Clearview requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries; Page 6 of 7
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Brian Saunderson and all Ontario municipalities. Motion Carried.

For reference, please find attached the Staff Report LS-032-2023 that provides background for the above resolution. If you have any questions, please do not hesitate to contact the undersigned.

Regards,



Sasha HelmKay-Playter, B.A., Dipl. M.A., AOMC
Clerk/Director of Legislative Services

cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar
MPP Simcoe Grey, Brian Saunderson
Ontario Municipalities

TAY TOWNSHIP

450 Park Street
PO Box 100
Victoria Harbour, Ontario
L0K 2A0



Received December 21, 2023
C-2023-442

December 21, 2023

Hon. Todd McCarthy
Minister of Public and Business Service Delivery
5th Floor
777 Bay St.
Toronto, ON M7A 2J3

sent via email Todd.McCarthy@pc.ola.org

Dear Hon. Todd McCarthy,

Re: Provincial Cemetery Management Support Request – Tay Township

Tay Township Council passed the following resolution during the December 20, 2023 Council Meeting regarding the Provincial Cemetery Management Support Request:

Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

TAY TOWNSHIP

450 Park Street
PO Box 100
Victoria Harbour, Ontario
L0K 2A0



And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Tay requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amending the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost;

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Jill Dunlop and all Ontario municipalities.

Sent on behalf of Tay Township Council.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Katelyn Johns'.

Katelyn Johns, MPPA
Municipal Clerk

Cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, Hon. Jill Dunlop, Minister of Colleges and Universities/MPP, and all Ontario municipalities.

From: Stasia Carr <scarr@gorebay.ca>
Sent: Friday, January 19, 2024 3:53 PM
Subject: Externe-External: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Please see the resolutions below passed by Gore Bay Council on January 8th, 2024.

15692

Moved by Dan Osborne

Seconded by Aaron Wright

WHEREAS, our municipality does not currently exclusively operate a cemetery, but does so in partnership with our neighboring municipality Gordon Barrie Island; AND WHEREAS, a letter has been received containing recommendations for support by Ontario municipalities; AND WHEREAS Gore Bay Council acknowledges the operation of a cemetery poses additional burdens; THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Gore Bay supports the recommendations outlined in the received letter from Clearview Township pertaining to the operation of a cemetery in a municipality's jurisdiction and this resolution be circulated to Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Mike Mantha and all Ontario municipalities.

Carried

Stasia Carr

Clerk

Town of Gore Bay

15 Water Street

Gore Bay, Ontario

POP 1H0

(705)282-2420 x.2

NOTICE: This e-mail message (including all attachments) and any printed, copied, saved or other renditions of it or of any part of its contents is confidential and is intended only for the use of the recipient(s) named above, and may be legally privileged. If the reader of this message is not the intended recipient, you are hereby notified that any review, printing, dissemination, distribution, disclosure, or copying of this communication, or any of its contents, is strictly prohibited. If you have received this communication in error please 'Reply to Sender' immediately and erase and delete this entire e-mail.



MISSISSAUGA

RESOLUTION 0001-2024
adopted by the Council of
The Corporation of the City of Mississauga
at its meeting on January 17, 2024

0001-2024

Moved by: D. Damerla

Seconded by: M. Reid

WHEREAS the administration of residential tenancies in Ontario is generally the prerogative of the Provincial Government;

AND WHEREAS Mississauga has over 71,000 tenant households and 27% of its population are tenants;

AND WHEREAS the Landlord and Tenant Board (LTB) is an adjudicative tribunal created by the Provincial Government to resolve disputes between landlords and tenants through mediation or adjudication, resolve eviction applications from co-ops, and provide information to landlords and tenants about their rights and responsibilities;

AND WHEREAS the LTB offered in-person services at its regional location at 3 Robert Speck Parkway in Mississauga, offering daily on-site mediation, tenant duty counsel services, counter staff services for Mississauga residents, and hearings were scheduled for addresses located in Mississauga and Brampton five days per week;

AND WHEREAS the LTB moved to a remote service model in September 2020 and two months later decided to permanently remove all in-person services post pandemic;

AND WHEREAS this decision has created a digital divide for people living in rural and remote areas, people living with poverty who do not have sufficient broadband or devices to participate, people who do not speak French or English, survivors of intimate partner violence where home is not a safe space to conduct a hearing, and individuals with disability, literacy, or numeracy challenges, with the Advocacy Centre of Tenants Ontario finding in 2021 that 55.6% of tenants participated by phone compared to only 26% of landlords;

AND WHEREAS the LTB in 2018 allowed the terms of experienced adjudicators to elapse which created an adjudicator shortage creating delays that drew the Ombudsman of Ontario to investigate the Board such that in January 2020, landlords were waiting 7 weeks and tenants 8 weeks for their hearings;

AND WHEREAS the backlog was 22,803 cases when the investigation was announced in January 2020, the removal of in-person services and other operational decisions increased the backlog to 53,057 cases by March 2023. Some of those operational decisions included;

1) Removing regional scheduling and having disputes from across the province heard at every hearing block which precluded adjudicators from understanding the local

housing conditions and becoming familiar with the parties in order to issue just decisions;

- 2) Toronto and Ottawa matters are heard most often at the LTB with Mississauga applications given less priority, and homelessness prevention programs could no longer efficiently help residents without a hearing block dedicated to them;
- 3) The permanent closure of the regional office in Mississauga and elsewhere has slowed the LTB's ability to address urgent matters, parties cannot easily access documents without overcoming several digital barriers, and residents can not ask questions from knowledgeable and experienced staff to ensure that simple mistakes are caught prior to the day of their hearing;
- 4) Only select virtual hearing blocks are assigned mediators and moderators (virtual concierge helps participants on the day of their hearing to navigate the process) leaving adjudicators by themselves to manage the virtual waiting area, move people to breakout rooms and adjudicate the complex matters before them;
- 5) Where there are multiple applications regarding the same address they are heard in separate hearing blocks and assigned to different adjudicators which is both inefficient and creates a situation where unfair and inconsistent outcomes may arise;
- 6) Hallway conversations that used to resolve a large number of applications before proceeding to adjudication are no longer possible with virtual hearings with most matters proceeding directly for adjudication and increasing the Board's backlog;

AND WHEREAS the Ombudsman released its report in May 2023 and found that

- 1) "A significant number of tenants, in contrast to landlords, do not have access to video technology and must participate in hearings by phone," while the landlord and the adjudicators are in a video hearing room. Some tenants lack access to phones, rendering their participation in virtual hearings impossible without accommodation (Ombudsman's report, para. 198);
- 2) Virtual hearings are "chaotic," with participants struggling and sometimes failing to join their hearing, or "losing audio connection part way through." Adjudicators reported being unable to find and share documents on screen during a hearing. People are inappropriately placed on mute. Tenants cannot review documents when the landlord presents them and cannot share their screen if they have relevant evidence to rebut the landlord's evidence (Ombudsman's report, para. 215-220);
- 3) Delays in issuing Orders. The former Associate Chair admitted, "this is not ideal – let me be clear. We used to do 4 [days to issue orders], now we're at 30. We have a serious problem." (Ombudsman's report, para. 238);
- 4) Landlord applications took an average of 6 to 9 months to be heard but tenant applications about maintenance and tenants' rights issues took up to 2 years with some applications from 2017 yet to be resolved. (Ombudsman's Report, para. 6);
- 5) It was unconscionable to permit tenant applications to lie dormant for up to six years. "The official said the Board generally prioritized scheduling of landlord applications to reduce the backlog, because it could hear more applications in the available time. While tenant applications may be more time intensive, this does not justify shelving them in order to process landlord matters that can be more expeditiously disposed of. The Board should immediately triage the outstanding tenant matters"; (Ombudsman's report, para. 148);

AND WHEREAS the Ombudsman concluded that “[d]espite the dozens of specific recommendations I have already made, addressed at improving efficiencies ... at virtually every stage, I believe that more is required...Over the past few years, the Board has proven itself unequipped for the task of reducing its extraordinary backlog of applications..[the] Board is fundamentally failing in its role of providing swift justice to those seeking resolution of residential landlord and tenant issues.” (para. 306)

AND WHEREAS delivering computers or flip phones to parties and introducing an IT support line this year is insufficient to overcome the digital divide experienced by self-represented tenants when in-person services were taken away from their communities;

AND WHEREAS we have a housing crisis that is evidenced by the following:

- 1) In Canada, more than 235,000 people experience homelessness in any given year, and 25,000 to 35,000 people may be experiencing homelessness on any given night;
- 2) From 2022 to 2023, “Asking Rents” have increased across Ontario by from 10% to 35%, with 31.4% of Ontario’s renters being in core housing need;
- 3) In Mississauga, 39% (compared to 38% in Ontario) of renters spend more than 30% of their household income on rent, 17% (compared to 15% in Ontario) spend more than 50% of their household income on rent;
- 4) There has been an increase in all notices of eviction because of rapidly escalating rental prices, vacancy decontrol, and the impact of financialized housing;
- 5) Hearing delays at the LTB create larger arrears, which results in tenants being ineligible for accessing rent banks and other programs for support. Larger rental arrears also increase operating debts for social housing providers placing their rent-geared-to-income program in jeopardy;
- 6) With the LTB in disarray, and our housing and preventing homelessness supports restricted due to the LTB’s dysfunction, sustainable tenancies are lost. If a tenant is evicted from an affordable unit, that affordable unit is lost forever from the community because of vacancy decontrol;

AND WHEREAS homelessness and the housing crisis is felt most at the level of local government and the residents that they serve;

AND WHEREAS the LTB has failed and continues to fail in its stated role and process which has had an impact on residents across the province and on municipal human services which cannot compensate for the services and gaps created by the tribunal;

AND WHEREAS the Ministries of the Attorney General and of Municipal Affairs and Housing, the Premier of Ontario, and all Members of Provincial Parliament are mandated to provide a fair and efficient landlord and tenant adjudicative process that does not contribute to increased homelessness, but supports all tenants and in particular low-income residents, vulnerable people, and other equity-seeking individuals escape poverty, precarious housing, and systemic disadvantage;

AND WHEREAS in 2019 the Provincial government cut Legal Aid Ontario funding in the amount of \$130 million;

NOW THEREFORE IT BE RESOLVED

- 1) Council send a letter to Mississauga MPPs, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Premier of Ontario (and all municipalities in Ontario), Tribunals Ontario, and the Landlord and Tenant Board highlighting the impact that the LTB's decision to remove all in-person services has had on Mississauga residents and the current housing crisis;
- 2) Request that the Government of Ontario immediately move forward on all 61 recommendations of the Ombudsman's Report;
- 3) Request that Tribunals Ontario bring back in-person hearings to ensure effective access to justice for all participants, at the same time permitting digital access where both parties are agreeable;
- 4) Request that the LTB bring back regional scheduling to improve access to housing and homelessness supports, to provide better service for people living with poverty who do not have sufficient broadband or devices to participate in virtual hearings, people who do not speak French or English, survivors of intimate partner violence where home is not a safe space to conduct a hearing, and individuals with disability, literacy, or numeracy challenges, and so that Adjudicators will have increased familiarity with the community;
- 5) Request that the LTB reopen counter service at 3 Robert Speck Parkway and all LTB regional offices so that LTB staff can provide parties with documents on the day of the hearing, can provide immediate support to parties for emergency matters, can minimize delays as documents can be reviewed for minor errors when they are filed, and can provide support for applicants and respondents in-person and can refer parties to appropriate resources;
- 6) Request that LTB operations are improved by revising LTB Forms and Notices to ensure they are written in plain language, by mailing correspondence to parties in a timely manner as an alternative to logging on to the portal, by improving website navigation, by reinstating the essential participation of mediators at every LTB session, and by improving back-office processes to ensure relevant documents are included in the LTB Portal promptly;
- 7) Request that the LTB create a Navigator Program to assess remote hearing suitability, to inform tenants of Tenant Duty Counsel and other community supports (such as interpreters and homelessness prevention programs), and to offer mediation services prior to the LTB hearing, and;
- 8) Request that the LTB conduct an annual review of all of its processes to ensure that is providing fair and accessible services, and to publicly post the findings in a transparent manner.
- 9) That the Provincial government re-instate funding to Ontario Legal Aid services in the amount of \$130 million.

Recorded Vote	YES	NO	ABSENT	ABSTAIN
Councillor S. Dasko	X			
Councillor A. Tedjo	X			
Councillor C. Fonseca	X			
Councillor J. Kovac	X			
Councillor C. Parrish	X			
Councillor J. Horneck	X			
Councillor D. Damerla	X			
Councillor M. Mahoney	X			
Councillor M. Reid	X			
Councillor S. McFadden			X	
Councillor B. Butt	X			

Carried (10, 0, 1 Absent)

Municipality of Tweed Council Meeting
Council Meeting



Resolution No.

3.

Title:

Councillor J. Flieler

Date:

Tuesday, January 9, 2024

Moved by

J. Flieler

Seconded by

P. Valiquette

WHEREAS the decision to eliminate licence plate renewal fees was made with the intention of easing the financial burden on hardworking Ontario Residents;

AND WHEREAS while the elimination of renewal fees has provided relief to residents, it has simultaneously deprived our Ontario infrastructure of vital funding, exacerbating the pressing issues we face;

AND WHEREAS the burden placed on our four hundred and forty-four Ontario municipalities is escalating, pushing them further into debt as they struggle to address critical infrastructure needs without the necessary financial support;

AND WHEREAS the elimination of these fees has resulted in the removal of over six billion dollars over six years, funds urgently needed for our failing Ontario infrastructure;

AND WHEREAS the burden on all four hundred and forty-four Ontario municipalities is pushing them further into debt;

AND WHEREAS reinstating licence plate renewal stickers (fees) and distributing the collected monies to all Ontario municipalities would significantly benefit the urgently required infrastructure upgrades and replacements;

AND WHEREAS redistributed licence plate renewal sticker fees divided equally among all four hundred and forty-four Municipalities would total \$2,252,252.25 every year for each Municipality;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT we request that the Licence Plate Renewal system be reinstated to allocate these six billion lost infrastructure dollars where they rightfully belong;

AND FURTHER, we propose that all monies collected through the reinstated Licence Plate Renewal system be used in the best interests of all Ontarian's for infrastructure improvements, ensuring long-term prosperity and safety of our communities;

AND FURTHER, we trust that the Provincial Government will carefully consider this proposal and take the necessary steps to address the critical infrastructure needs that our Municipality currently faces.

Carried

HALTE-CHALEUR HAWKESBURY

Offrir un refuge temporaire, sûr et sécuritaire, des produits de première nécessité et un soutien immédiat aux personnes en situation de sans-abrisme pendant les mois d'hiver, tout en travaillant à long terme sur des solutions durables pour réduire l'itinérance dans notre région.

NOTRE VISION

Halte-chaueur Hawkesbury se situe au **429, rue Abbott**, à Hawkesbury et est ouvert **tous les soirs, de 22 h le soir à 6 h le matin**, jusqu'en mars 2024.

SERVICES OFFERTS

- ✓ Refuge d'urgence temporaire et d'espace de répit pendant les nuits froides.
- ✓ Distribution d'articles de confort (bas, gants, tuques, couvertures, etc.)
- ✓ Rafrâichissements, café, thé.
- ✓ Accès aux salles de toilettes, et distribution de produits de première nécessité et d'hygiène.
- ✓ Une compagnie de sécurité privée assure le bon fonctionnement en tout temps.

CE QUI N'EST PAS OFFERT

- ✗ Les animaux ne sont pas acceptés.
- ✗ Services de réductions des méfaits.
- ✗ Collecte de dons de la communauté.
- ✗ Repas chauds.



QUI SOMMES NOUS ?

Services aux victimes Prescott-Russell Victim Services est un organisme de bienfaisance communautaire sans but lucratif qui offre des services de soutien et une aide immédiate aux victimes de crimes et de circonstances tragiques dans Prescott-Russell, en plus de guider les personnes dans le besoin qui font face à des enjeux sociaux comme l'itinérance, et l'insécurité alimentaire vers des ressources locales et des programmes gouvernementaux appropriés à leur situation.

comité ad hoc sur l'itinérance

Services aux victimes Prescott-Russell, agence principale
Comtés unis de Prescott-Russell, services sociaux et du logement

Pour plus d'informations ou pour
rejoindre notre équipe bénévole :

info@svsprescott russell.ca

613 632 5282

Association canadienne pour la santé mentale
OPP Hawkesbury
Ville de Hawkesbury
Paramédics communautaires de Prescott-Russell
Équipe mobile en intervention de crise HGH (ÉMIC/MCRT)
Banque Alimentaire Centrale de Hawkesbury
Centre chrétien Viens et Vois
Centraide de l'Est de l'Ontario